

ROUGE

*Indomptable
Pays basque
(pages 14, 15)*



**CES
MENTEURS
QUI
NOUS
GOUVERNENT**

**Politique
sociale
Un vrai
coup
de
bambou !**

**Ecole
Enfin
la riposte ?**

**Nicaragua
Qui
soutient
vraiment
la contra ?**

Ces menteurs

En faisant aujourd'hui le contraire de ce qu'ils proclamaient hier, Chirac et Reagan nous donnent une formidable leçon de duplicité. Ils conservent toutefois le même but : imposer leur présence au Proche-Orient.



□ Ah, comme il paraît loin le temps où les puissances occidentales rivalisaient de propos guerriers, fustigeaient les « *Etats terroristes* » et lançaient leurs armadas à travers le Proche-Orient. En l'espace de quelques jours, les administrations française et américaine viennent de donner au monde une formidable leçon de duplicité. Jamais, il ne sera apparu aussi clair que le double langage constitue leur pratique quotidienne de gouvernement et que leur stratégie est tellement peu avouable qu'ils ne savent comment l'expliciter.

Ainsi, a-t-on vu successivement le Premier ministre français démentir ses propos au *Washington Times* — le quotidien mooniste américain —, puis

C'est l'échec des politiques jusqu'alors poursuivies qui explique la réorientation stratégique en cours.

les confirmer implicitement, en soulignant leur cohérence « gaulliste ». On l'a vu parapher une déclaration européenne contre la Syrie puis prononcer un vibrant éloge d'Hafez El-Assad pour son rôle dans la libération de deux des otages français du Liban. On l'a vu décrire l'intégrisme islamique comme « *la grande bombe qui pourrait exploser sur tout le monde arabe* » et normaliser, dans le même temps, ses relations avec les ayatollahs de Téhéran.

L'embrouillamini n'est pas moins grand de l'autre côté de l'Atlantique. Il n'y pas si longtemps, Ronald Reagan faisait bombarder Tripoli et décrétait l'embargo sur tout le matériel militaire à destination de la Libye ou de l'Iran, dont les dirigeants se voyaient dépeints comme un brochette « *de ratés, de demeurés et de criminels minables* ». Tout récemment encore, le *Washington Post* n'hésitait pas à blâmer la « lâcheté » de son allié français : « *Jamais aucun gouvernement ne s'est conduit aussi honteusement que le gouvernement français pour tenter d'empêcher les attentats terroristes.* » Mais, dans le même temps, comme elle vient, elle-même, de le reconnaître, la

Maison-Blanche faisait livrer des armes à l'Iran. Un trafic qui, selon la dernière livraison du magazine *Time*, dure depuis 1982 et bénéficie de l'active complicité des gouvernants israéliens. Qu'il se retrouve en flagrant délit de mensonge n'empêche toutefois pas le président américain de décréter des sanctions économiques contre la Syrie, afin de la « *convaincre que le soutien d'Etat au terrorisme ne sera pas toléré par le monde civilisé* ». On croit rêver !

Officiellement, pour justifier cette succession de volte-face, Paris comme Washington arguent du sort des otages détenus au Liban. Il est vrai que leurs dernières initiatives ont apparemment abouti à l'élargissement de Camille Sontag, Marcel Coudari et de l'Américain David Jacobsen. Mais tout cela ne vise qu'à amuser la galerie. Le cynisme étalé par un Chirac dans les colonnes du *Washington Times* montre que le sort des hommes importe peu à ceux qui nous dirigent. Les marchandages en cours traduisent surtout une inflexion de la diplomatie occidentale au Proche-Orient. Et les incohérences de ces derniers jours reflètent les difficultés rencontrées par les puissances impérialistes pour surmonter leurs échecs antérieurs.

Aucun des événements des dernières semaines ne peut, en effet, s'éclairer hors du caractère stratégique de cette vaste zone située à la jonction de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, à la charnière entre le Nord et le Sud, au contact de l'Union soviétique. Aujourd'hui encore, en dépit du déclin des transports maritimes, elle demeure, avec le canal de Suez, la voie de communication la plus rapide entre la Méditerranée et l'océan Indien. Ses richesses naturelles font l'objet de toutes les convoitises. Comment en serait-il autrement alors qu'elle représente près de 22 % de la production mondiale de pétrole et que 55,3 % des réserves totales d'or noir s'y trouvent concentrées ? Qui pourrait oublier que les approvisionnements de l'OCDE — organisme qui regroupe les pays capitalistes les plus riches — en dépendent pour près de 60 % ? Pour les métropoles, la présence au Proche-Orient représente donc bel et bien une question vitale qui les a conduits depuis des lustres à tenter d'y faire prévaloir leur loi, par la force ou la diplomatie.

C'est précisément l'échec de la politique de la canonnière inaugurée depuis l'entrée en fonction de l'administration Reagan qui explique les actuelles réorientations stratégiques. Successivement, l'impérialisme s'est révélé impuissant à mettre au pas le régime iranien en dépit de ses diverses tentatives de coups de force. Il a dû prendre acte de l'échec de l'invasion israélienne du Liban en 1982, et sa Force multinationale d'interposition — dont rappelons-le, l'ossature était constituée de contingents américains et français — s'est vue contrainte d'évacuer piteusement ce pays, deux ans plus tard. Le rôle de l'Iran et de la Syrie, les deux puissances régionales, s'en est trouvé renforcé et a débouché sur une guerre larvée, menée avec les moyens du terrorisme, contre les intérêts de l'Occident. Une évolution d'autant plus menaçante que la situation du Proche-Orient devient quasiment incontrôlable.

Avec la baisse des prix du pétrole, le ralentissement de la demande et la crise qui secoue l'OPEP, tout un système de redistribution entre en crise, heurtant de plein fouet les plus fidèles alliés de l'impérialisme. Parallèlement, le pourrissement de la guerre du Golfe, menace en permanence d'embraser les Etats voisins. Quant à la question palestinienne, elle demeure toujours aussi explosive, en dépit de la défaite subie par la résistance palestinienne, en 1982, à Beyrouth. En clair, les facteurs d'instabilité s'accumulent, qu'il

Au discours belliciste succède une politique de marchandages et de pression visant à peser sur l'évolution de Damas et Téhéran.

s'agisse de la baisse des revenus de tous les pays de cette zone, de l'affaiblissement d'oligarchies confrontées à un regain de tensions sociales ou encore, de la montée du fondamentalisme musulman.

Cela conduit Paris et Washington, les capitales occidentales dont les intérêts proche-orientaux sont les plus importants, à

qui nous gouvernent

► opérer simultanément un virage sur l'aile. Elles cherchent désormais à préserver leur influence par la normalisation de leurs relations avec les Etats détenant les clés de la stabilité de cette zone. Au discours belliciste succède à présent une politique de marchandages et de pressions visant à peser sur l'évolution ultérieure de Damas et Téhéran.

Renouant avec la tradition gaulliste — celle qui faisait dire au général : « *Tout nous commande de reparaître au Caire, à Damas, à Amman, à Bagdad, à Khartoum...* » — Chirac ne fait nullement mystère de sa volonté de compromis avec Hafez El-Assad, pour sauver ce qui peut l'être des intérêts impérialistes. « *Nous voulons tout d'abord*, explique-t-il par exem-

ple à Arnaud de Borchgrave, *une situation au Proche-Orient qui contribue à la restauration de la paix au Liban et bien sûr dans les frontières actuelles. C'est un objectif. En d'autres termes, que le Liban redevienne une nation indépendante et en paix, bien sûr en étroite association avec la Syrie. Deuxièmement, la fin du conflit israélo-arabe, ce qui pré-suppose une solution pour les Palestiniens (...). Et troisièmement, nous voulons évidemment que soient soutenus et sauvegardés les régimes arabes qui sont amis et alliés du monde occidental, par définition les modérés, qui sont extrêmement fragiles, l'Egypte, la Jordanie, le Liban, les Emirats du Golfe, etc.* »

Pour sa part, Reagan prend des gages sur l'avenir de la République islamique. En rétablis-

La peau des autres

Ainsi, les gouvernements occidentaux ont-ils effectué une spectaculaire volte-face.

Ceux qui menaçaient de leurs foudres les Etats censés manipuler les poseurs de bombes se trouvent maintenant obligés de composer avec eux. Le virage est particulièrement spectaculaire en France, quelques semaines seulement après la vague d'attentats qui secoua la capitale. Il ne faut donc pas s'étonner qu'ici et là, s'inspirant des précédents discours officiels, de bonnes âmes s'élèvent contre pareilles « capitulations ».

Dans tout cela, certaines questions restent singulièrement absentes. Au regard du revirement actuel, pour quels intérêts prétendent supérieurs, sept otages français ont-ils dû demeurer si longtemps aux mains de leurs ravisseurs libanais ? Que vaut aujourd'hui la fermeté affichée au mois de septembre par le pouvoir et au nom de laquelle tant de Parisiens ont vu leur vie se briser ? Comment justifier à présent les rafles qui touchèrent les militants libanais ou algériens et qui faillirent bien se solder par quelques « charters » d'expulsion ?

N'en doutons pas, Chirac se gardera bien de répondre. Les otages, comme les victimes du terrorisme aveugle, ont en effet été

délibérément sacrifiés sur l'autel d'intérêts ne concernant que quelques barons de l'industrie et de la finance. Pour eux, le Premier ministre n'affiche que mépris. Pire, ils les considèrent comme les cobayes de sa stratégie diplomatique, comme l'illustre son interview au *Washington Times* : « *Je ne perds pas de vue le fait que même la vague de terrorisme dont nous avons souffert en septembre n'est que de la petite bière à côté du problème majeur que je soulève aujourd'hui.* » Voilà qui est clair. Pour ceux qui vivent retranchés dans les palais nationaux, les attentats ne sont que de la « petite bière ». Il est vrai qu'ils ne font pas leurs emplettes chez Tati. Aujourd'hui, nos gouvernants infléchissent leurs orientations. Il n'en demeure pas moins qu'ils conservent pour seule motivation la sauvegarde des intérêts des firmes de l'Hexagone. Aussi, les effets meurtriers de leur politique ne tarderont-ils pas à se faire sentir. C'est pourquoi il n'est d'autres solutions véritables que l'arrêt immédiat de l'ingérence de Paris au Proche-Orient, la cessation de toute vente d'armes, le retrait des troupes françaises de tous les pays où elles se trouvent engagées.

C. P.

sant dans le plus grand secret ses échanges avec elle, il prépare la guerre de succession qui s'ouvrira probablement après la mort de Khomeiny et qui pourrait mettre aux prises l'ayatollah Montazéri, porte-parole d'un intégrisme radical, et l'hodjatolislam Rafsandjani, tenant de l'ouverture à l'Ouest. L'hôte de la Maison-Blanche est, lui aussi, fort explicite : « *Il est dans notre intérêt national de surveiller les changements à l'intérieur de l'Iran qui pourraient offrir de l'espoir pour de meilleures relations.* » Tout cela se monnaie évidemment de façon sonnante

« Tout nous commande de reparaître au Caire, à Damas, à Bagdad, à Khartoum », disait de Gaulle.

et trébuchante. Octroi de crédits, ventes d'armes ou de céréales figurent au menu des innombrables et discrètes tractations qui réunissent les diplomates des pays concernés. Reste qu'un réajustement tactique ne fait pas une orientation cohérente. Paris comme Washington doivent à présent gérer des alliances contradictoires. Ce qui les contraint à naviguer à vue dans un océan où abondent les écueils. Et avec leurs nouveaux interlocuteurs comme avec les précédents, leurs chances d'aboutir à une réelle stabilisation du Proche-Orient demeurent bien aléatoires.

Christian Picquet



Coûte que coûte ?

Le moins qu'on puisse dire à propos de la politique du gouvernement français au Proche-Orient, c'est qu'elle est pètrie de contradictions. Elle s'embrouille dans des incohérences multiples pour atteindre un objectif : assurer la présence maintenue de la France dans la région. Ce qui commande de concilier ce qui paraît inconciliable. Une politique régionale impose en effet de renforcer ou de rétablir les liens avec la Syrie et avec l'Iran tout en ne cessant pas les relations avec Israël.

Tout cela aboutit à de spectaculaires contorsions, les dernières en date étant l'interview controversée de l'hôte de Matignon au *Washington Times*, les ronds de jambe devant le régime syrien et le début de règlement du contentieux financier avec Téhéran. Si l'interview publiée dans le quotidien appartenant à la secte Moon a fait du bruit, c'est que s'y trouvait crûment et cyniquement exposée la politique de Chirac. Ce qui ne va pas sans provoquer des grincements de dents parmi les pays concernés.

Israël, si fier par ailleurs des performances de ses services secrets, rejette poliment la paternité de la tentative d'attentat contre le Boeing d'El Al à Londres, paternité que lui prêterait, en privé, les dirigeants ouest-allemands. Anglais et Américains se voient ravalés au rang d'aboyeurs et de maladroits. Bref, il y en a presque

De la « fermeté » à la brosse à reluire, Chirac n'en finit pas de provoquer des abcès de fixation. Pendant ce temps, les otages attendent... Et les libérations se font au gré des enchères !



Camille Sontag accueilli à son retour en France. Mais une libération ne suffit pas à régler le problème des otages.

pour tout le monde. Seuls échappent de cette distribution de coups de bâton, fort peu diplomatique, des pays dont il serait difficile de soutenir qu'ils n'ont rien à voir avec les preneurs d'otages au Liban ou avec des groupes pratiquant le terrorisme : la Syrie et l'Iran.

Le 8 novembre, lors d'un dîner offert par le Conseil repré-

sentatif des institutions juives de France (CRIF), Chirac se livrait à un numéro de funambulisme que le *Figaro* du 10 novembre nommait pompeusement « un tableau d'ensemble de la politique de la France au Proche-Orient ». A propos d'Israël, le Premier ministre indiquait : « Les liens de la France avec Israël sont solides, parfois un peu passionnels mais indestructibles. Ils ont été confortés depuis six mois par les entretiens que j'ai eus avec M. Shamir et à deux reprises avec M. Shimon Pérès. »

Après avoir rappelé que « la très ancienne et très sincère amitié de la France et des pays arabes est un facteur d'équilibre », Chirac s'envolait dans un plaidoyer en faveur du maintien des liens avec Damas : « La France est présente au Liban

250 000 tonnes de farine d'un côté, deux otages de l'autre.

matériellement mais surtout de cœur... C'est pourquoi ceux qui veulent extirper l'Occident de ce pays s'attaquent d'abord à la France. C'est pourquoi aussi toutes les communautés libanaises (chrétienne, sunnite, druze) sont d'accord avec la France pour refuser la rupture avec la Syrie. » Comprenez qui pourra !

Le maintien de bons rapports avec le régime d'Hafez El-Assad s'avère donc bien l'un des axes privilégiés de Matignon et de la diplomatie française. Ce qui explique le rôle modérateur joué par Paris, lors de la réunion des Douze consacrée aux sanctions contre la Syrie, le 10 novembre dernier.

Le chargé d'affaires syrien à Paris ne s'y est pas trompé, quand il déclara : « Non seulement la position de la France à Londres a été très bonne pour nous, mais il y a aussi depuis un certain temps plusieurs points de convergence entre notre politique et la politique de la France au Proche-Orient. » La contrepartie de ce rapprochement, obtenu en ajoutant dans la balance 250 000 tonnes de farine mais en refusant de livrer des armes à Damas, c'est la libération par l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR, proche de Damas) de Camille Sontag et de Marcel Coudari. Toutefois, comme le font remarquer beaucoup d'observateurs, les otages libérés sont « les moins chers ». Pour reprendre la formule du *Point*, « toutes les vies humaines, bien entendu, se valent, mais il est aussi des vies plus symboliques que d'autres ».

Les enchères vont probablement monter, car on ne voit pas pourquoi Damas se priverait de tirer profit de la situation, tout en restant dans les limites de l'« acceptable » pour Paris. Mais

elles grimperont également car la Syrie n'est pas la seule concernée.

L'Iran joue également sa propre partie, directement et par l'intermédiaire des forces qui lui sont dévouées au Liban et dans la région. Dans l'affaire des otages, la Syrie n'est pas la seule à détenir les clés des geôles. Moins visible et revendiqué, le rapprochement franco-iranien est cependant clairement apparu avec l'annonce, par la radio officielle iranienne, que « la France a rempli plusieurs des conditions posées par l'Iran pour une normalisation des relations entre les deux pays ».

On peut imaginer sans peine que les exigences iraniennes concernaient à la fois l'appui de Paris à l'adversaire irakien et le règlement de l'affaire Eurodif. Sur la première exigence, il est trop tôt pour connaître les termes des tractations. Sur le second point, en revanche, le Quai-d'Orsay a annoncé, le 17 novembre, la signature d'un règlement. Depuis la chute du shah en 1979, le régime de Khomeiny a toujours réclamé la restitution du milliard de dollars prêté par le monarque en échange de la participation au consortium Eurodif, filiale euro-

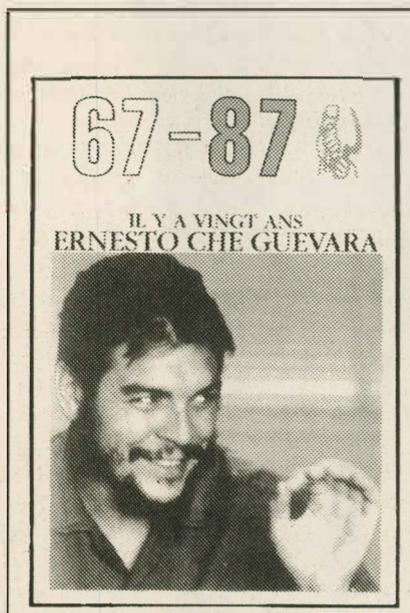
Une phrase désormais rituelle : « la France a rempli les conditions posées pour une normalisation entre les deux pays ».

péenne de l'uranium. Un prêt qui, avec les intérêts, atteint aujourd'hui 1,5 milliard de dollars. Le règlement « partiel » qui vient d'être paraphé porterait sur un premier remboursement de 300 millions de dollars par la France.

Les yeux se tournent donc naturellement vers le Proche-Orient pour guetter d'autres libérations d'otages. Le fond du problème réside pourtant ailleurs que dans ces marchandages. Les prises d'otages sont le prix à payer pour la volonté française de se maintenir coûte que coûte dans la région. Les émissaires français négocient en réalité moins la vie des cinq otages détenus au Liban que la présence des intérêts économiques de la France au Proche-Orient. Comment s'étonner dès lors que les gouvernants soient contraints à la navigation à vue.

Jean-Jacques Laredo

VIENT DE PARAITRE



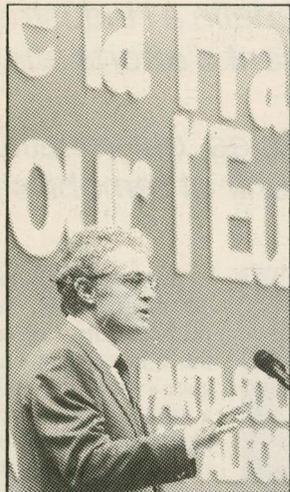
30F

30F

En vente auprès des diffuseurs de *Rouge* ou en écrivant à : LCR (Bakou), 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Chèque à l'ordre de la LCR.

13 NOVEMBRE

Miroir aux alouettes



Le mirage aura fait long feu. A peine réunis, les vingt-deux membres du Conseil de la gauche se retrouvèrent vingt et un, René Dumont claquant la porte. Conçu comme un « lieu de confrontation d'idées », une « autorité morale », l'organisme annoncé au printemps dernier par Lionel Jospin aura donc raté son entrée en scène.

Loin de regrouper la diversité de la gauche et en dépit de ses prétentions à incarner la dynamique électorale dont la FGDS fut en son temps porteuse, le Conseil national apparaît tout au plus comme le rassemblement de la mouvance socialiste. La majorité des participants non membres du PS — comme Henri Fiszbin ou Huguette Bouchardeau — n'en sont pourtant pas éloignés. Quant aux autres, leur représentativité ne fera plus de doute lorsque l'on mentionnera les noms de Brice Lalonde, des dirigeants du MRG ou du gaulliste Delecourt.

Et pourtant, l'union n'est pas vraiment un sujet de plaisanterie. A condition toutefois qu'elle reflète la réalité du mouvement ouvrier de ce pays et que soient précisément exposés ses objectifs. Evidemment, c'est trop demander à l'état-major de la rue de Solferino. Pour lui, le Conseil national a uniquement pour fonction de glaner quelques suffrages supplémentaires. Quant à ses bases, la résolution adoptée à l'issue de la première réunion parle de se placer « aux côtés du président de la République ». Il n'est néanmoins pas précisé si cela implique que la nouvelle structure doive féliciter François Mitterrand à chaque fois qu'il expliquera, comme dans la dernière livraison du *Point* : « Je ne me plains pas quand je vois le Premier ministre développer la politique qui me convient. »

Vraiment, l'unité est chose trop sérieuse pour la confier aux gouvernants d'avant le 16 mars. Face à l'orientation de régression et de haine mise en œuvre par la droite, il faut bel et bien regrouper toutes les forces, politiques et syndicales. Non pour renforcer une machine électorale attendant passivement l'heure du prochain scrutin, mais pour le combat. Un combat dont les bases s'enracinent dans l'action quotidienne des travailleurs.

16 NOVEMBRE

L'infamie au quotidien



S'indigner devient parfois difficile tant les sujets de révolte s'avèrent nombreux, en ces temps où nos libéraux appliquent bestialement leur programme. Ainsi, la ségrégation se trouve désormais au cœur de l'action gouvernementale, et les expulsions se multiplient. Malgré la passivité ambiante, il est des moments où l'on éprouve vraiment l'envie de crier : trop c'est trop ! Deux petits faits de l'actualité en fournissent l'occasion.

Le cas d'Hanna Levy-Hass n'a pas fait les manchettes de la presse. Il ne serait d'ailleurs toujours pas connu si *le Monde* ne l'avait évoqué. Juive, communiste, ancienne déportée à Bergen-Belsen, cette femme de soixante-treize ans appartient à cette diaspora chassée de différents pays européens par des décennies d'antisémitisme. Ayant trouvé asile en France, elle pensait naïvement y finir ses jours. C'était compter sans messieurs Pasqua et Chalandon. Son autorisation provisoire de séjour expirant, on la somma de faire ses valises. Encore une fois ! L'éternelle étrangère dont la vie se confond avec les tragédies de ce siècle n'aura été « repêchée » qu'*in extremis*, grâce à un élan de solidarité.

Presqu'en même temps, une jeune Française,

Khira Ahmed entamait une grève de la faim. Vivant depuis plus de deux ans avec un Egyptien, divers obstacles administratifs avaient différé leur mariage jusqu'en juillet 1986. Inspirée par la réforme du Code la nationalité, la préfecture de police eut tôt fait de discerner « la fraude » et enjoignit le jeune époux de quitter le sol national. Tant pis pour Khira qui se retrouvait seule, enceinte de plus de huit mois. Pour se faire entendre en dépit des risques pesant sur sa vie ou sur celle de son enfant, la jeune femme dut cesser de s'alimenter durant plusieurs jours.

Images de la France de 1986 ! Privés de tout droit, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes se trouvent placés dans la plus odieuse des situations. Et ce, à trois ans du bicentenaire de la Révolution française qui octroyait la nationalité et les droits civiques à ceux qui travaillaient en France depuis plus d'un an. Il y a encore des Bastille à prendre.

18 NOVEMBRE

Odeur d'égouts



Voilà une affaire qui n'en finit pas de rebondir. Yves Chalié, l'homme clé du Carrefour du développement, l'ancien chef de cabinet de Christian Nucci, s'est rendu à la justice, le 16 novembre. Gageons qu'il fera de nouvelles et intéressantes révélations sur ce scandale qui met au grand jour le genre de pratiques auxquelles s'adonnent nos « diplomates », sous couvert de coopération avec l'Afrique. Notre homme à peine sous les verrous, les enquêteurs interpellaient d'ailleurs le contrôleur Delebois, chef du Service de coopération technique de la police.

Ici, l'imbroglio impliquant une série de notables socialistes en rejoint un autre, « mouillant » directement la nouvelle majorité. Car, aux dires de Chalié, c'est grâce à la protection de Delebois qu'il put prendre le large, en avril dernier, muni d'un faux passeport plus vrai que nature. Voilà qui éclaire singulièrement les périples compliqués de l'ancienne éminence grise du ministère de la Coopération et ses rapports avec l'extrême droite. Delebois est en effet proche de Charles Pasqua et il fut au nombre de ceux dont on sollicita le concours, peu avant mars 1986, pour dresser des listes de fonctionnaires indésirables. De là à flairer un « coup tordu »...

Mais là ne réside pas encore le plus intéressant. Car Chalié et Delebois se rencontrèrent pour la première fois en 1984, à l'occasion de la préparation du fameux sommet franco-africain de Bujumbura. Ce fut même grâce au contrôleur que fut recruté un contingent de barbouzes rémunérés sur les fonds du Carrefour de développement, avec l'accord de Guy Penne, conseiller de l'Elysée pour les Affaires africaines. S'il vous fallait une preuve, qu'en matière de diplomatie et de défense de l'impérialisme français, la cohabitation a débuté bien avant le 16 mars...

Dans ces conditions, il y a fort à parier que le vrai déballage ne se produira pas. De part et d'autre de l'échiquier politique, nul n'a réellement intérêt à mettre à nu un monde où l'usage de fonds secrets se conjugue aux coups tordus. Le tout pour le seul bénéfice de quelques potentats africains et d'une poignée de grandes sociétés. Comme le dit le défenseur de Chalié : « La V^e République n'a pas besoin d'une affaire Stavisky ».

Christian Picquet

LE FUSIL A SIX COUPS

Lois, projets de loi, accords et décrets ne cessent de pleuvoir. Madelin à l'Industrie, Séguin au Travail, Barzach à la Famille et Balladur à l'épargne rivalisent d'efforts afin de nous montrer ce qu'est une politique de classe.

Nous nous sommes limités à six points, à six coups ! Six questions vitales, qui constituent six raisons élémentaires d'un combat inlassable pour rassembler, unir et remobiliser contre ce gouvernement de la haine et du fric.

1. Travail

Le projet de loi du ministre Séguin est du même tonneau que l'accord sur les licenciements récemment paraphé par le CNPF, la CFDT, FO, et rejeté par la CGT et la CGC. Celui-ci, rappelons-le, entérine avant tout la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Les licenciements « économiques » ne relèvent plus que de la seule appréciation des patrons : le renard est libre dans le poulailler, selon la bonne vieille règle libérale.

☆ **Licenciements sans contrainte.** Le rôle de la direction départementale du travail est réduit à zéro, ou presque. Elle pouvait auparavant suspendre les licenciements prévus, juger de leur validité. La loi Séguin du 3 juillet dernier supprime cette éventualité. Ainsi, la direction départementale du travail sera simplement avertie de « tout projet de licenciement pour motif économique d'au moins dix salariés dans une même période de trente jours ». Elle n'a plus qu'à s'assurer que « les représentants du personnel ont été informés, réunis et consultés (...), que les règles relatives à l'élaboration des mesures sociales (...) ont été respectées ».

Si le nombre de licenciements économiques envisagé est inférieur à dix, ils devront simplement être « déclarés sous huitaine à l'autorité compétente ».

Bref, les chefs d'entreprise n'auront même plus besoin de passer par les contrats à durée déterminée, comme le commentait Gattaz, du CNPF, puisqu'ils pourront licencier quand bon leur semblera.

☆ **L'impasse et l'entourloupe des congés conversion.** Des congés conversion d'une durée de cinq mois, rémunérés à 70 % du salaire, seraient proposés aux licenciés économiques, selon l'accord CNPF-FO-CFDT.

C'est une impasse car on ne sait pas où mènent les congés conversion. « La moitié des ouvriers licenciés de Talbot-Poissey attendent encore un emploi », titrait le

Monde dans un article du 27 septembre dernier, deux ans et demi après les 1905 licenciements cautionnés à l'époque par le gouvernement socialiste et communiste...

Mais c'est aussi, vraisemblablement une entourloupe. Deux lectures de l'accord en question sont effectivement possibles. Selon les patrons, les congés conversion seraient une éventualité, et non une obligation. FO et la CFDT s'attachent quant à elles à une « bonne lecture de l'accord », selon les termes de *Syndicalisme-hebdo*, journal de la CFDT. Cette dernière note dans sa publication du 13 novembre que le projet de loi qui vient d'être rédigé par les services de Séguin utilise l'expression « l'employeur est tenu de »... *Syndicalisme-hebdo* s'en réjouit, et conclut : « Philippe Séguin semble être, lui au moins, un homme de parole. »

C'est sûr, et de bonne parole. Il avouait récemment que le nombre des chômeurs n'avait aucune raison de diminuer dans les années qui viennent. Avec des lois comme ça. C'est évident.

2. Flexibilité

Le projet Séguin accentue les ravages sur un terrain déjà labouré par la loi sur la flexibilité (février 1986) du ministre socialiste Delebarre.

☆ **Annualisation du temps de travail.** « La durée hebdomadaire du travail peut varier sur tout ou partie de l'année, à condition que sur un an, cette durée n'excède pas en moyenne trente-neuf heures par semaine travaillée... » Si cette condition est remplie, le travail pourra s'étendre jusqu'à quarante-quatre heures, les semaines où le patron le désire, sans indemnisation des heures supplémentaires.

☆ **Accord d'entreprise.** « Il peut être dérogé par convention ou accord collectif étendu ou par accord d'entreprise ou d'établissement à celles des dispositions de ces décrets qui sont



Le projet de loi du ministre Séguin sur le licenciement libère le renard : les patrons feront ce que bon leur semblera.

relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail à l'intérieur de la semaine... » La modulation des horaires de travail sans limite peut être directement imposée au niveau de l'établissement. On imagine facilement les dangers de ce projet pour les salariés des petites entreprises, là où les forces syndicales sont faibles (la loi Delebarre de février 1986 exigeait un accord de branche étendu, préalable aux accords d'établissement).

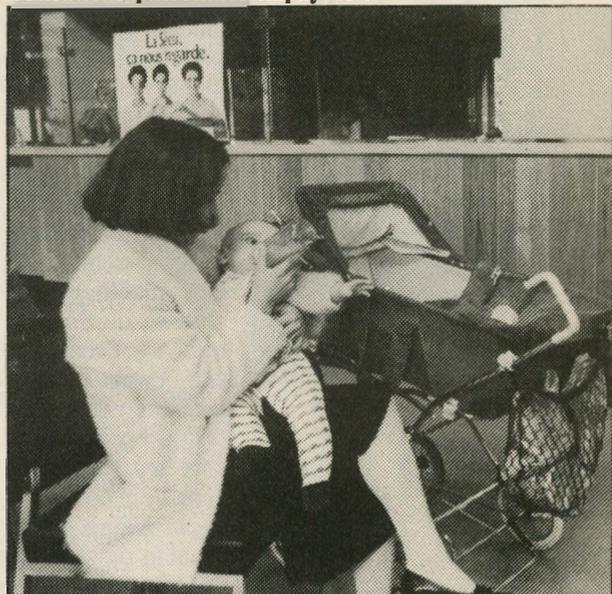
☆ **Travail de nuit des femmes.** « Dans les branches où les conditions économiques et sociales l'exigent, une convention ou un accord collectif étendu peut prévoir que les entreprises qui fonctionnent en équipes successives peuvent déroger à l'interdiction du travail de nuit des femmes. » Nous voilà revenus un siècle en arrière ! C'est à la fin du XIX^e siècle que fut imposée l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. A la fin du XX^e siècle, au lieu d'étendre cette interdiction aux hommes aussi, afin de donner à tous le temps de vivre, de dormir... tout le monde reprend un siècle de retard.

Le travail des femmes pendant les jours fériés serait également autorisé par le projet Séguin...

3. Sécurité sociale

Que se trame-t-il contre le droit à la santé ? Une multiplication de mesures visant à combler les trous d'un futur découvert évalué à vingt milliards. Notons tout de même qu'il y eut environ trente milliards d'excédent ces deux dernières années, et soulignons qu'il n'est toujours pas question de faire payer les milliards de cotisations patronales impayées et qui restent dues à la Sécu...

Les coups pleuvent sur les travailleurs. Mais où sont les cotisations patronales impayées ?



☆ **Les remboursements à 100 % étranglés.** Seuls les médicaments directement liés à la maladie « homologuée » seraient remboursés à 100 %. Ceux qui accompagnent le traitement seraient pris en charge par la Sécu au tarif ordinaire. Une étude est en cours à propos des frais hospitaliers. L'intervention chirurgicale serait seule prise en compte pour déterminer les tarifs de remboursement. Les frais d'anesthésie par exemple ne s'additionneraient plus à ceux de l'opération, afin que le tout soit remboursé à 100 %. Les maladies « longues et coûteuses » qui ne figurent pas sur la liste officielle des maladies remboursées à 100 %, ne seraient plus « exonérées du ticket modérateur ». Les maladies recensées sur cette liste passeraient, une fois toutes ces restrictions faites, de 25 à 31... Du vrai cynisme.

En cas d'arrêt de travail de plus de trois mois, enfin, l'exonération du ticket modérateur serait supprimée...

☆ **Augmentation du forfait hospitalier.** Celui-ci, créé par le gouvernement de la gauche en 1983 et fixé à 23 francs par jour, augmenterait de 10 %. Pas moins !

On le voit, ces économies ne seront pas réalisées sur les « petits risques ». Le ministre ministre Séguin s'attaque aux maladies graves,

et menace tout particulièrement les jeunes enfants des familles populaires et les malades du « troisième âge », dont le traitement dépend souvent des remboursements à 100 %.

4. Allocations familiales

Dans la *Lettre de Maignon*, le service d'information et de diffusion du Premier ministre insiste sur l'« ampleur financière de l'effort consenti par le gouvernement pour mettre en place cette politique familiale favorisant la venue d'un troisième enfant » ! Pour qui ? La question vaut d'être posée...

☆ **Suppression du cumul de l'allocation au jeune enfant.** Si une famille a deux enfants de moins de trois ans, elle ne touchera plus qu'une allocation, au lieu de deux précédemment. Les naissances rapprochées, on le sait, sont les plus fréquentes dans les foyers les plus démunis...

☆ **Suppression du maintien du complément familial.** Le complément versé pour les jeunes de seize à dix-sept ans est supprimé, lorsqu'une famille n'a plus trois enfants ouvrant droit aux prestations. Ce qui représente environ 8 500 francs de moins sur une année.

Toutes ces mesures frappent les ménages les plus démunis. Ceux dont madame Barzach, ministre de la Santé et de la Famille, n'a visiblement aucun souci concernant leurs conditions de vie. S'il en est besoin prenons un exemple : la prime de déménagement a été supprimée par madame le Ministre par ce que « l'objectif de l'amélioration de l'habitat est largement atteint » (!)

☆ **L'allocation parentale d'éducation** est désormais versée si la mère a travaillé deux ans au cours des dix années précédentes, au lieu des trente mois précédant la naissance comme c'était le cas sous le régime précédent. Cette mesure constitue une véritable incitation au retour au foyer et une brimade à l'égard des mères de famille qui, elles, ne trouvent pas d'emploi depuis le début de la crise... Le ministre Barzach est d'ailleurs on ne peut plus explicite dans la *Lettre de Maignon* du 12 novembre. Elle compare les revenus d'un couple qui a trois enfants et dont « le mari gagne cinq mille francs net par mois ». Si « la femme tra-

vaille à l'extérieur et gagne 4 500 francs nets » le revenu total sera de 9 503 francs.

« Si la femme reste au foyer » il sera de 9 283 francs. Que choisir ? Devinez, lorsque que l'on compte déjà trois millions de chômeurs !

Cinq milliards d'avantages fiscaux ont été attribués, par ailleurs. Pour l'achat d'un logement entre autres. Les familles qui ne sont pas imposables... n'en profiteront toujours pas.

Une allocation de garde à domicile de 2 000 francs est attribuée aux couples qui embaucheront une personne à cet effet... C'est la prime à la création d'un « petit boulot », pour les ménages qui en ont les moyens.

5. Retraites

Les retraités aussi sont condamnés à l'austérité ! Et l'avenir est toujours sombre pour les petits salaires d'aujourd'hui qui seront les maigres retraités de demain. La perte du pouvoir d'achat des pensions vieillesse a été de 2 % de 1983 à 1985 selon l'INSEE, de 8,8 % pendant la même période selon la CGT. En 1986, la revalorisation des pensions a été limitée à 0,5 % en juillet au lieu du 1,1 % prévu.

☆ **Tassement des retraites complémentaires.** Un accord a été signé le 12 novembre entre le CNPF, la CGPME, la CFDT et la CGC, concernant l'évolution des retraites complémentaires gérées par les caisses affiliées à l'ARRCO (retraite des non-cadres). Les cotisations sont relevées, tandis que le rendement des retraites (la somme obtenue par franc de cotisation) va descendre... La CGT évalue la hausse des cotisations à 5 %, la diminution des retraites à 4 %. L'augmentation des cotisations à partir de 1990 serait prélevée sur les sommes affectées aujourd'hui à la garantie de ressources et à la retraite à soixante ans... Ce qui peut légitimer nos inquiétudes : ce gouvernement et ses ministres sont contre la retraite à soixante ans, et n'ont qu'une envie : la supprimer.

☆ **Ecrasement des pensions.** L'évolution des pensions et des allocations serait indexée à l'avenir sur l'évolution de l'indice officiel des prix, et non plus sur celui des salaires. Une évaluation citée par la *Vie ouvrière* (hebdomadaire de la CGT) du 14 novembre



Les familles les plus démunies seront une fois de plus touchées par les mesures du ministre Barzach.

donne une idée des résultats de ce système : appliqué depuis 1975, il réduirait une pension de 4 000 francs aujourd'hui à 2 220 francs.

☆ **Incitation à la capitalisation.** Le plan épargne-retraite présenté le 27 octobre par Balladur facilitera, par le biais d'incitations fiscales, la constitution d'un patrimoine mobilier (valeurs financières, actions, obligations...), pour les ménages qui en ont les moyens. Les plafonds annuels déductibles du revenu imposable sont fixés à 6 000 francs pour une personne seule, 12 000 francs pour un cou-

ple. Les revenus et plus-values réalisés dans le cadre du plan d'épargne-retraite ne seront pas imposables.

Devinez qui profitera de tout cela ? En priorité les cadres et les professions libérales, qui constituent déjà les catégories sociales à l'origine de la montée en flèche des contrats d'assurance vie ces dernières années ! C'est le président de la Fédération des sociétés d'assurance lui-même qui le souligne dans la *Vie française* (hebdomadaire financier) « Spécial retraite » du 10 novembre. Riches actifs et futurs heureux retraités !

6. Zones franches

« Le dispositif concernant les zones d'entreprises a été adopté en Conseil des ministres le 8 octobre », nous signale la *Lettre de Maignon* du 10 novembre. Il s'agirait

Les entreprises établies dans les zones concernées seront par exemple totalement « exonérées pendant dix ans de l'impôt sur les sociétés ».

Ces mesures ne résorberont évidemment pas les dégâts provoqués dans les régions concernées par la



Haro sur le travail des femmes ! Grâce à nos chers ministres, elles pourront désormais travailler la nuit !

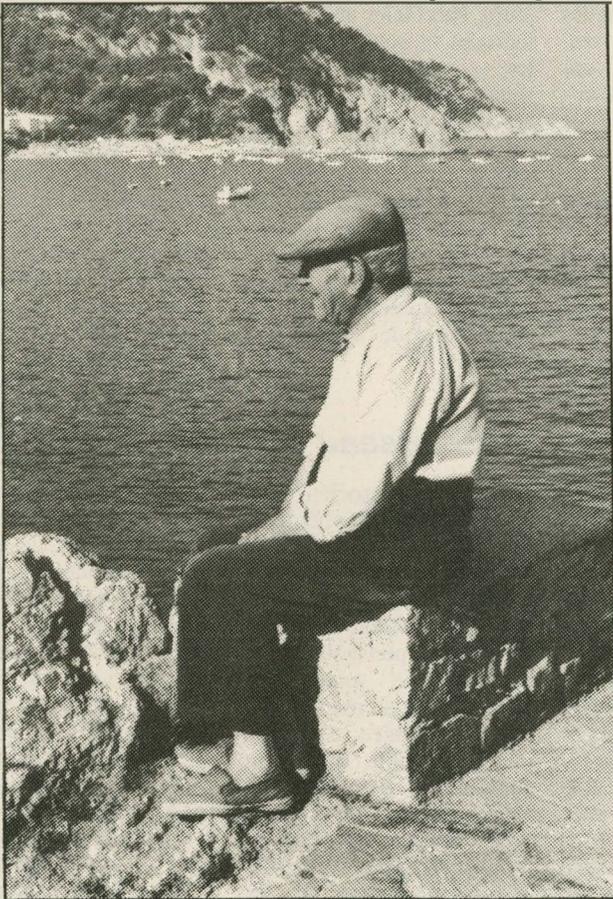
de « favoriser par des mesures exceptionnelles l'implantation d'entreprises nouvelles dans les trois bassins d'emploi touchés par les réductions d'effectifs de la construction navale : Dunkerque, La Ciotat, La Seyne ».

La gauche avait inauguré les pôles de conversion dans les régions durement touchées par les suppressions d'emplois. Le ministre de l'Industrie du gouvernement Chirac préfère parler de zones d'entreprises, de « zones pilotes de 300 hectares maximum ». Le nom importe peu. Le résultat en est la multiplication des zones franches. La création de lieux où les lois en vigueur dans le reste de l'Hexagone ne s'appliquent pas.

liquidation de branches industrielles entières comme la construction navale ou la sidérurgie.

Les entreprises appelées à s'installer dans les zones franches « devront créer au moins dix emplois dans les trois premières années de leur installation et maintenir au minimum cet effectif au cours des années suivantes »... Il n'est guère difficile de deviner que le nombre d'emplois créés restera moindre que celui des postes supprimés. Les conditions de travail, de salaire, de statut, imposées dans les entreprises de la zone, enfin, seront sensiblement dégradées par rapport à celles qui existaient dans les usines qui ont été fermées...

Une seule envie pour ces gouvernants : supprimer la retraite à soixante ans. Et tous les coups seront permis.



UN DIMANCHE, POUR QUEL LUNDI ?

L'avenir de l'enfance et de la jeunesse, c'est aussi celui des œuvres « périscolaires » qui mobilisent des dizaines de milliers de militants et de salariés. Elles sont aussi la cible du ministre.

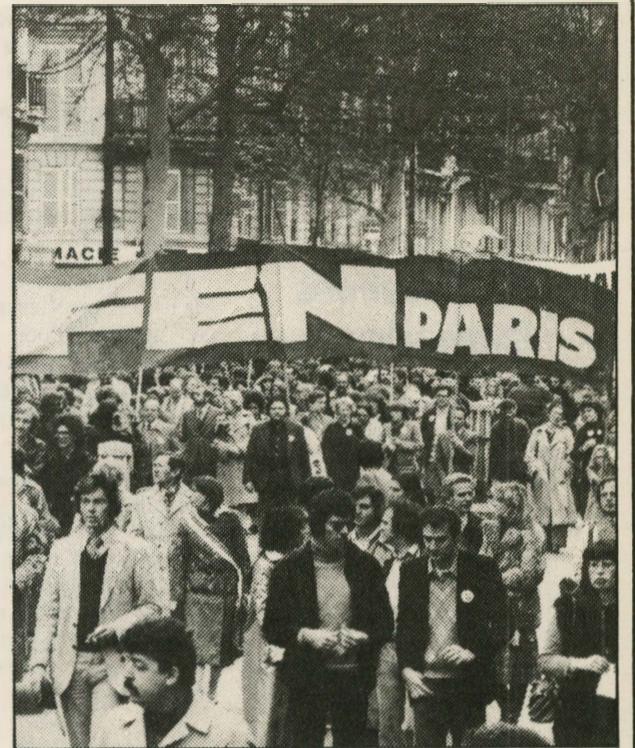
Il faut bien déjà poser la question : le 23 novembre d'accord, mais après ? Non par esprit chagrin, mais par réalisme. Ni Monory ni ses collègues n'ont l'intention de lever le pied. Il ne faudrait pas que, faute de suite, le gain politique du 23 novembre soit perdu.

Ce dimanche soir, le « ministre du futur », propulsé par des idées du passé, devra admettre qu'il dresse contre lui, non seulement les « professionnels

de l'enseignement et de l'éducation (c'est déjà beaucoup...), mais un véritable courant d'opinion.

De leur côté, les organisations syndicales et associatives comprendront-elles que le 23 peut être le début d'une mobilisation « boule de neige » à la manière de celle qui a rassemblé des foules derrière l'école privée ? Manifesteront-elles à l'encontre du gouvernement Chirac la même intransigeance que l'UNAPEL envers le gouvernement Mau-

roy ! Prenons deux exemples. Primo le budget : il paraît que le budget de la Défense est cohabitationniste. C'est le budget du « domaine réservé » de Mitterrand, au point que tous les anciens ministres socialistes souhaitaient le voter... Or, le budget de la Défense a repris la première place devant celui de l'Education nationale que la gauche se vantait de « prioriser ». Comment le voter et combattre efficacement l'austérité dans l'Education natio-



Manifestera-t-on contre ce gouvernement avec la même intransigeance que les tenants du privé contre Mauroy ?

nale ? Dans quel sens pencheront les militants socialistes, dans la FEN en particulier ?...

Deuxio, le grade de directeur d'école : c'est la plus grave attaque contre le corps des instituteurs depuis Vichy. Eh oui, malheureusement. Les instits ne s'y trompent pas. A les écouter, ils disent qu'on les divise, qu'on supprime le droit de grève à une partie d'entre eux, qu'on pourrit l'atmosphère collégiale et la vie quotidienne au travail, qu'on fait du directeur un petit chef. Par une simple et petite mesure ; le directeur note ses collègues.

Le SNI sait tout cela. Il sait aussi, depuis le mois de mai, que le projet est en élaboration. Et pourtant, naïveté, routine, crainte d'expliquer franchement aux directeurs que leur véritable intérêt est dans la solidarité de corps, le SNI aura mis des mois à réagir. Il aura attendu le 25 octobre pour sortir une pétition nationale (longue de deux pages !). Alors qu'il était possible de recueillir le cri du cœur de la quasi-totalité des instituteurs ! Quel temps perdu pour démontrer que le SNI est encore capable de ramener les signatures de quatre instits sur cinq !

Pour donner une suite au 23, il ne faut pas se montrer sensible aux sirènes de la cohabitation. Il ne faut pas non plus partir battu d'avance sur des attaques du ministère. D'autres échéances s'annoncent où, dans la continuité de la grève du 21 octobre et de la manifestation du 23 novembre, la FEN devra impulser l'unité et l'action avec le plan Séguin contre la protection sociale, la FEN et les mutuelles devront jouer : *L'Empire contre-attaque.*

N. J.

Nicolas Jeanson

ŒUVRES PERISCOLAIRES

LA CONSTELLATION MENACÉE

La FEN occupe la rue, le 23 novembre. Au-delà du succès probable, c'est le débouché de cette mobilisation qui est en jeu. Les échéances et les revendications ne manquent pas.

Dans la galaxie qui gravite autour de la FEN, tous les satellites ne se ressemblent pas. A côté des riches mutuelles et coopératives, vit un secteur d'associations qui prennent en charge les enfants hors de l'école : les œuvres périscolaires.

Il existe trente-trois associations habilitées par le ministère de l'Education nationale. Derrière la forêt de sigles on retrouve la réalité humaine du foisonnement associatif. Les centres musicaux ruraux accueillent chaque année cent cinquante mille jeunes. L'union sportive USEP fédère plus de dix-huit mille associations sportives avec près d'un million de jeunes affiliés. Les Franches et Francs Camarades ont assuré douze millions de journées-enfants en 1985, dans cinq mille centres aérés. Les Eclaireuses et éclaireurs de France ont organisé deux millions de journées dans leurs camps. La Ligue française de l'enseignement a permis à trois cent quarante mille jeunes d'accéder à une formule de

loisirs et de vacances. La FOEVEN, à travers ses FOL (Fédérations des œuvres laïques), organise séjours, spectacles et activités ludiques et culturelles dans les départements. Les trente-sept mille coopératives d'écoles primaires sont regroupées dans l'Office central de la coopération à l'école. Les appréciés CEMEA (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active) ont formé l'année dernière trente-deux mille animateurs de centres de vacances.

Vaste réseau

Le réseau associatif a le mérite d'offrir aux enfants la possibilité d'être accueillis pendant les repos et congés scolaires. Les « œuvres laïques » permettent aussi que les activités périscolaires de l'enfance ne soient pas abandonnées au marché et à l'Eglise. L'enjeu n'est pas mince. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer la sollicitude des publicitaires pour l'enfance ou de peser la force du quasi-monopole de Bayard-Presses sur les

publications en direction de la jeunesse. On doit aussi à certaines des associations un travail progressiste. Les CEMEA, par exemple, ont largement contribué à ripoliner la trilogie « colomono-patro »...

Les associations mobilisent un nombre variable de militants et de salariés. Les CEMEA comptent 5 000 militants bénévoles et 350 salariés. L'ensemble des associations regroupe plus de 24 000 permanents, auxquels s'ajoutent des emplois indemnisés : la Ligue de l'enseignement s'appuie sur 9 000 permanents et 3 000 temporaires, les Eclaireurs de France 486 permanents et 2 500 temporaires. Parmi les permanents, la majorité est embauchée sur un contrat de droit privé conclu avec l'association. Une minorité est constituée de personnels de l'enseignement détachés pour se consacrer aux activités périscolaires. Ce sont les « mis à disposition » (MAD) que Monory a décidé de supprimer au budget 1987 : 1 687 postes de MAD disparaîtront ainsi.

Argument invoqué par le ministre : ces enseignants seront à nouveau disponibles pour l'enseignement... Sous-entendu : ce qui se passe avant et après les tranches d'instruction n'intéresse pas l'Education nationale. Une conception réductrice que Chevènement avait déjà popularisé.

Les œuvres attaquées.

Côté budgétaire, les œuvres ne sont guère mieux loties : le budget du ministère de la Jeunesse et des Sports diminuera en 1987 de 20 % pour les actions d'éducation populaire, de 30 % pour les activités sportives, de 20 % pour la formation des animateurs et de 34 % pour l'aide aux centres de vacances.

Si Paris vaut bien une grand-messe, l'avenir de l'enfance et de la jeunesse vaut mieux que cela. C'est pourquoi il faut une vraie manifestation nationale, combative et exigeante.

LE CODE DE LA HONTE

Avec la réforme du Code de la nationalité, le gouvernement met en œuvre une logique digne de Vichy. Le coup est suffisamment grave pour que les antiracistes sortent de leur léthargie.

Seul Le Pen a hurlé au laxisme, après l'adoption du projet de réforme du Code de la nationalité par le Conseil des ministres du 13 novembre dernier. Cette loi semble pourtant taillée sur mesure pour l'électorat du Front national. Comme l'expliquait Toubon, le secrétaire général du RPR, en parlant du « besoin de revaloriser l'appartenance à la France ».

avant tout précariser davantage la situation des immigrés, augmenter le nombre de « sous-citoyens » sans droits, expulsables à tout moment. C'est ainsi qu'il remet en cause l'article 44 du Code actuel, c'est-à-dire le « droit de sol », qui permettait à toute personne, née en France et y étant domiciliée, d'accéder à la nationalité française.

Les premiers concernés sont les jeunes d'origine étrangère. Jusqu'à présent ils n'étaient pas tout à fait, eux-mêmes, considérés comme des étrangers. Sauf volonté contraire de leur part, ils obtenaient automatiquement la nationalité française à dix-huit ans. Désormais, entre seize et vingt-trois ans, ils devront faire une démarche de nationalisation comme s'ils étaient étrangers. Et ils buteront sur les mêmes obstacles. N'importe quel délit sera retenu pour justifier un refus. Une condamnation pour un chèque sans provision ou un vol, ainsi que toute peine supérieure à six mois de prison, même avec sursis seront des motifs suffisants pour rejeter leur demande.

Les étrangers mariés à un Français sont également concernés. Ils acquerraient jusqu'alors automatiquement la nationalité de leur conjoint après six mois de vie commune. La justice

aura désormais un an et demi pour trier les « vrais » mariages des « faux », laissant le conjoint sous la menace de l'expulsion.

Même si le serment envisagé dans la première version de la réforme a été abandonné, l'idéologie reste intacte. Les immigrés constituent une catégorie à part. Contrairement, à l'immense majorité des citoyens qui obtiennent la nationalité sans choisir et sans apprendre la Constitution, ils doivent « adhérer » et « mériter » la nationalité considérée comme un « privilège ».

En dépit des critiques du Conseil d'Etat et du désaccord exprimé par Mitterrand, le RPR a donc tenu

bon. Quelques aménagements ne constituent en rien un recul, le fond du projet restant inchangé.

Face à tant de coups, le mouvement antiraciste doit sortir de la léthargie. Les maigres réactions de ces derniers mois ont singulièrement aidé les manœuvres de Chirac. Cet été, la loi Pasqua a donné lieu à des réactions désordonnées, affaiblissant la riposte. L'expulsion des cent un Maliens de Rosny n'a provoqué que de trop faibles et trop tardives manifestations. Et, pour la première fois depuis 1983, il s'est révélé impossible d'organiser une grande démonstration unitaire à Paris en décembre prochain. L'indignation provo-

quée par la référence du Code, le potentiel demeurant dans la jeunesse permettent pourtant que le mouvement antiraciste retrouve force et vigueur.

La Ligue des droits de l'homme vient de lancer un appel dont nous rendrons compte la semaine prochaine. SOS-Racisme s'est prononcé pour une grande campagne de mobilisation. Des personnalités organisent un meeting à Paris le 3 décembre prochain contre les expulsions et la réforme Chalandon. Il doit s'agir d'une première étape vers une mobilisation unitaire, nationale et non d'une initiative sans lendemain.

C'est à travers la préparation de ce meeting que nous pourrions redynamiser le mouvement antiraciste, reconstruire un rapport de forces permettant de mettre Chirac en échec. A tous, organisations et associations antiracistes, partis de gauche et syndicats de prendre leurs responsabilités.

Gaëlle Lucille

Les immigrés, désormais catégorie à part, soumis à toutes les brimades.



Cette loi traduit clairement une logique digne de Vichy. Désormais, le gouvernement opérera un tri entre les bons et les mauvais, entre ceux qui sont dignes d'acquérir la nationalité française et ceux qui méritent l'expulsion. La loi Pasqua est de toute façon là pour parfaire le dispositif. Déjà, 2 500 immigrés ont été renvoyés dans leur pays depuis septembre, selon les chiffres de Pandraud.

Le gouvernement entend

L'ASSASSINAT DE BESSE

TOUT CONTINUE...

L'attentat revendiqué par Action directe contre le PDG de Renault n'a pas fait pleurer les ouvriers. Celui qu'ils surnommaient « la brute » avait un passé trop chargé. Sa mort ne résout pourtant aucun de leurs problèmes.

Vers vingt heures, lundi 17 novembre, quatre détonations retentissent boulevard Edgar-Quinet dans le quatorzième arrondissement de Paris. Georges Besse, PDG de Renault, vient d'être abattu. Prés d'une heure plus tard, Chirac, Pandraud, Giraud et Madelin sont sur les lieux. Depuis, les hommages furent de tous les bords. Pourtant, celui qui fut vite surnommé « la brute » a un passé bien chargé pour le monde ouvrier.

Georges Besse avait succédé à Bernard Hanon, en janvier 1985. En vingt-deux mois de règne à la tête de la Régie, il a organisé vingt-deux mille suppressions d'emplois. Sa réputation de coupeur de têtes, il l'avait inaugurée à Pechiney. Sa philosophie ? Réduction des activités aux secteurs rentables, réduction importante des effectifs et du social... uniquement dans les plans de licenciements.

Devant « cette bête noire », comme nous l'explique Patrick Schweizer,

militant de la LCR à Renault-Billancourt, on comprend que « parmi les ouvriers, personne n'a pleuré. Le réflexe n'est pas la condamnation. Même si personne n'approuve. Surtout, au moment où Billancourt vient de connaître quatre cents licenciements. Dans chaque atelier, tous les salariés en connaissent. Nombreux sont, parmi les licenciés, les handicapés ou les personnes âgées, qui n'ont aucune chance de retrouver du boulot. » Bref, les ouvriers de Renault sont totalement extérieurs. Ils ont appris la nouvelle devant la télévision comme tous. Cela révèle l'inutilité de ce type d'actes qui ne servent que les campagnes liberticides de la droite et que la LCR, pour sa part, condamne.

« C'est attentat, poursuit Patrick, ne nous sort pas de la merde. Il n'y a pas de sentiment humaniste chez les ouvriers, mais c'est un acte gratuit qui ne sert à rien. Un autre le remplacera et il fera la même politi-

que. » Par contre, les réactions syndicales — leurs communiqués — sont très molles. « Sous la pression de la propagande antiterroriste, les organisations syndicales ont peur d'être assimilées. Le tract de la CGT, qui prend le deuil, fait sourire les gens. » Il y a d'ailleurs « une différence de ton entre le tract qu'a diffusé la CFDT et son communiqué. »

Les ouvriers, confrontés crûment aux mises à la porte, ne pleurent donc pas un PDG qui « suscitait la haine » parmi eux. Mais cet assassinat ne fera pas tomber, loin de là, l'impuissance à combattre les licenciements. Et ne remplacera jamais l'action collective qui seule peut contrecarrer les plans patronaux. Déjà, la direction de la Régie a annoncé que c'est un cadre très associé à Besse, Jardon, qui prend la présidence. Et le CCE du vendredi 21 a été maintenu. Il doit annoncer six mille suppressions d'emplois pour 1987. Tout continue...

Alain Gwenn

Pour l'arrêt immédiat des expulsions et des pratiques antidémocratiques

Pour le retrait du projet de réforme du Code de la nationalité

Meeting

mercredi 3 décembre, à 20 h 30

**grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e (M^o Maubert-Mutualité)**

Sous la présidence du mathématicien Michel Broué, prendront la parole : Farid Aïchoune (journaliste à *Baraka*), Julien Dray (SOS-Racisme), Nacer Kettane (cofondateur de Radio-Beur), George Pau-Langevin (présidente du MRAP), Benjamin Stora (historien), Mehdi Lallaoui (militant antiraciste), Isabelle Martin (militante pour l'inscription des étudiants étrangers à l'Université).

FACE A LA NORMALISATION

Employé depuis huit ans à l'OPHLM de Bobigny, secrétaire syndical CGT, notre camarade Daniel Berrou vient d'être licencié. Il nous livre son analyse.

□ Tu viens de recevoir ta lettre de licenciement. Pourquoi veulent-ils aller jusqu'au bout ?

Daniel Berrou — Il s'agit de toute évidence d'un règlement de comptes. Le projet de la municipalité de Bobigny, dont Georges Valbon est le maire, ressemble à ce qui se passe dans tant d'autres villes à l'heure actuelle : privatiser et rentabiliser les secteurs des communaux, selon la loi libérale. A la faveur de la loi Méhaignerie, bien des offices publics de HLM passeront en OPAC, en sociétés privées qui introduiront massivement la notion de rentabilité.

Pour l'OPHLM de la ville, les charges sociales sont lourdes et l'heure est venue de faire des coupes claires. Alors, exit les vaca-

taires et autres auxiliaires qui ont rendu bien des services à la mairie « démocratique » depuis des années. Les « nouveaux critères de gestion » dont il s'agit ressemblent comme des jumeaux aux critères capitalistes classiques.

Dans mon service, je suis « homme de peine », ce qui consiste à entretenir les bâtiments HLM de la ville. Avec moi travaillent des travailleurs immigrés, des femmes, des hommes qui connaissent un syndicat qui n'est plus depuis longtemps un syndicat-maison, mais une vraie CGT, combative et indépendante. Depuis deux ans, l'OPHLM s'est inscrit aux offices en difficulté, comme une quinzaine de ses semblables, pour trouver des subventions. Mais cette fois, plus d'artifice. Les têtes hautes, les

éléments les plus combattifs sont visés par une répression sélective que l'on connaît dans des milliers d'entreprises. Et des communaux, après dix ou quinze années de bons et loyaux services, sont acculés à partir. En ce qui me concerne, ce fut une provocation, organisée par un tout jeune chef du personnel, Fabien Lepetit, qui sonna l'air de la charge. L'enjeu consiste à frapper à la tête le syndicat dont je suis le secrétaire. A Bobigny aussi, la CGT est visée.

□ De quel soutien bénéficies-tu ?

D. B. — Peu de temps après les événements qui ont servi de prétexte à la procédure de licenciement, mes collègues ont envahi le conseil d'administration en signe

de protestation. Une grève, suivie à 85 %, a commencé à se développer de manière reconductible, pendant quarante-huit heures. La direction, après la promesse de négocier, a obtenu la suspension du mouvement, en promettant l'examen des titularisations. Mais à la première occasion, elle a trahi son engagement et a continué la procédure de privatisation et de répression. L'inspection consultée s'est déclarée incompétente, bien qu'un inspecteur du travail ait désavoué la procédure de licenciement. Mais, tu vois, la loi Méhaignerie va ramener le clientélisme, les loyers à la gueule du client, la privatisation et donc l'attaque contre le statut. Pour la mairie de Bobigny et d'autres dans le département, le temps vient de faire le ménage et de se comporter en patronat classique.

□ La CGT te soutient-elle, et quelle attitude a eu le maire ?

D. B. — L'union des syndicats de communaux m'a fourni un avocat, pendant que mon propre syndicat et

nance politique des signataires. J'ai écrit à Georges Valbon, qui m'a répondu en s'indignant qu'un militant CGT lutte de classes comme moi puisse faire la confusion entre la direction de l'OPHLM et la mairie communiste. Mais qui a nommé le chef du personnel, Fabien Lepetit, si ce n'est le maire et ses services ?

Il faut cependant distinguer le soutien que m'apportent des militants du PCF, et le comportement de la direction de la mairie, pour qui le business passe avant l'intérêt des travailleurs.

On doit à la vérité d'ajouter que je figure depuis des années sur les listes électorales de la LCR. Et dans le même temps, beaucoup de collègues m'ont fait confiance pour le travail syndical quotidien. La CGT est mon syndicat, et je n'ai jamais caché mon engagement politique.

Est-ce que cela aussi déplaît en haut lieu ? Très certainement. En tout cas, la bagarre continuera jusqu'au bout, pas seulement pour moi, mais à travers

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

Tout pour nous esquinter la santé !

C'est tellement gros qu'on peut passer à côté... Voilà nos grands libéraux, de Séguin à Chirac, qui mégotent pour quelques milliards de déficit de la Sécurité sociale. Sitôt présenté le déficit, un plan d'attaques contre la protection sociale sort du chapeau de ces messieurs. Et il va bien au-delà du déficit incriminé. C'est le droit à la santé qui se trouve remis en cause...

Cela n'empêche pas l'effort de guerre de s'accroître dans des proportions démesurées. L'armée de terre exige des chars de combat, des missiles, encore des missiles. La marine réclame un porte-avions nucléaire et, elle aussi, de nouveaux missiles. L'armée de l'air exige un nouvel avion de combat et de nouvelles bombes atomiques. Et l'état-major commande des armes chimiques. Tout cela coûte des milliards et des milliards, que Chirac et Mitterrand, à l'unisson, accordent aux galonnés.

Décidément, pour esquinter la santé des gens, la cohabitation ça roule. Aux lampistes que nous sommes de régler l'addition.

Pour la santé ? Sévères économies...

Quand il s'agit de santé, un sou c'est un sou. L'avarice commande.

D'abord, il n'y aura plus de franchise postale pour la Sécu. Cela ne rapporte presque rien mais ça crée le climat. Dans le genre mesquineries en gros, le forfait hospitalier, inventé par le gouvernement socialo-communiste de Mauroy, passe de 21 francs à 25 francs. Tant qu'ils y sont, les gouvernants décrètent que toute maladie ouvrant droit à un remboursement à 100 % sera sévèrement contrôlée, tandis que la fameuse vingt-sixième maladie (80 francs par mois à la charge de l'assuré pendant six mois) passe à la trappe. Ce coura-

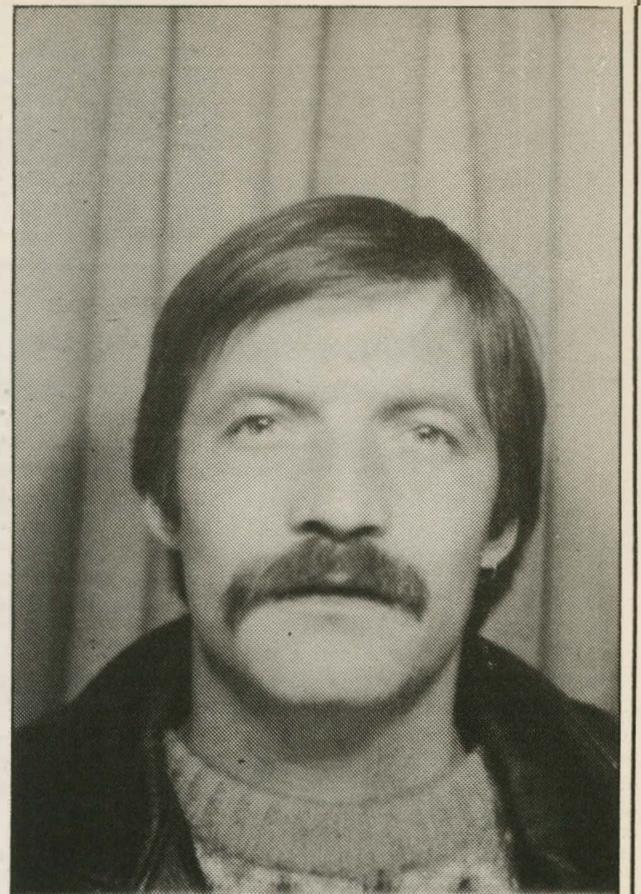
geux gouvernement s'attaque ainsi aux retraités. Et puis, pour faire bonne mesure, Chirac et Séguin voudraient s'en prendre encore aux actes chirurgicaux de faible gravité. Une bonne part d'entre eux risque de passer à la charge de l'opéré. Ce n'est pas tout. L'exonération du ticket modérateur, liée aux arrêts de travail de plus de trois mois, est abrogée. Pendant qu'ils y sont, au passage, nos grands charcutiers révisent à la baisse le calcul de l'indemnité journalière.

Pour l'armée ? Rien de trop cher.

Mais côté dépenses militaires, rien n'est trop cher. Mille quatre cents chars de combat Leclerc seront achetés à raison de 22 millions l'unité. Trente nouveaux missiles S4DA (20 milliards le lot) viendront parfaire la panoplie nucléaire pour mieux pouvoir réduire l'humanité en poussière. Le porte-avions nucléaire reviendra à la bagatelle de 50 milliards. Trois AWACS, avions américains de détection électronique, coûteront 10 milliards le tout. Et il reste à compter l'avion Rafale (porteur de bombes atomiques), ainsi que quelques babioles du même genre qui viendront grossir l'arsenal des paranoïaques qui commandent les armées.

Et nous ?

Alors ? N'y a-t-il pas de quoi bondir, quand une poliomyélite ne sera plus remboursée à 100 %, alors que les grandes machines à fabriquer le cancer et la mort, les bombes atomiques, connaissent un investissement colossal ? Il faudrait accepter leur avarice pour notre santé mais leur largesse pour dessouder la santé de tous ? Certes, non ! Notre devoir national, c'est de défendre la Sécu, patrie de toutes les grandes conquêtes ouvrières.



« L'enjeu de mon licenciement est de frapper à la tête le syndicat dont je suis secrétaire. »

celui des autres services faisaient circuler plusieurs pétitions parmi les salariés et les locataires. La réaction de soutien est très large, quelle que soit l'apparte-

mon cas, pour tous ceux qui sont menacés par ce début de normalisation.

Propos recueillis
par Jean Lantier

Un livre inhabituel réunit une conférence faite par Henri Lefebvre en 1955 sur le philosophe Lukács et un essai de Patrick Tort sur des questions actuelles. Entre les deux essais, la communauté d'une démarche communiste critique.

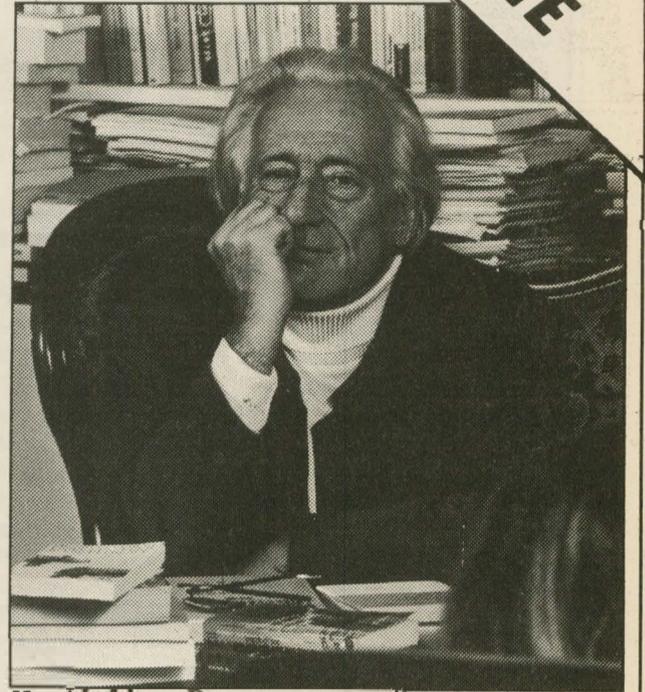
Henri Lefebvre est un personnage exceptionnel dans le panorama culturel français : non seulement par l'importance et l'originalité de son œuvre philosophique, mais aussi par son intégrité. Il reste fidèle à ses premières amours : le marxisme, la révolution. Ce qui ne l'empêche pas de renouveler de façon profondément créatrice la réflexion critique sur l'État, la vie quotidienne, la modernité capitaliste. Durant trente ans, contre vents et marées, il a même su garder son autonomie intellectuelle, sa distance criti-

ment limité au domaine de la connaissance sociale) avec le jdanovisme des rédacteurs de *la Nouvelle Critique* qui, dans les années cinquante, défendaient Lysenko et la « science prolétarienne » en biologie. Par contre, Lefebvre avait mille fois raison de refuser la conception unilatérale et étriquée du vieux Lukács sur le romantisme, sommairement défini comme précurseur de l'irrationnel fasciste.

Ce qui donne cependant toute son importance, sa force et son actualité à l'essai d'Henri Lefebvre, c'est

est rarement opportun de dire la vérité, et qu'ils étouffent ainsi la discussion, même ou surtout quand ils bavardent sur la liberté de discussion. » Trois ans après, Henri Lefebvre était « temporairement » exclu du PCF. Les « délicats problèmes » qu'il soulevait en 1955 sont toujours à l'ordre du jour, trente et un ans plus tard...

L'essai de Patrick Tort, un communiste critique de la nouvelle génération, aborde de façon vivante et engagée une multiplicité de questions actuelles. Comment raviver la conscience



Henri Lefebvre. Durant trente ans, il a su garder sa distance critique envers l'appareil.

l'essai de Patrick Tort, par exemple sur la sociobiologie comme idéologie actuelle de la droite libérale (question à laquelle il a dédié un important ouvrage, *Misère de la sociobiologie*, PUF, Paris, 1985). Mais ce qui en fait un document politique de premier ordre, c'est la formulation d'une critique de gauche (à partir d'une sensibilité révolutionnaire et internationaliste) de la politique du PCF au cours des dix dernières années.

Critique de gauche

Tandis que beaucoup de critiques « internes » du PCF se bornent à contester — à juste titre ! — le manque de démocratie interne, ou à souhaiter que le parti adopte un *aggiornamento* à l'italienne, Patrick Tort va bien plus loin. Il met en question le sacrifice de la logique révolutionnaire à des « raisons d'opportunité ». Deux exemples témoignent, à son avis, de cette orientation. Il s'agit d'abord de l'abandon du concept de dictature du prolétariat, question qui signifie que le PCF a « objectivement renoncé à un projet révolutionnaire », puisqu'il nie désormais officiellement « la nécessité de la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie comme condition indispensable à l'édification d'une société communiste ». Et il s'agit également du sacrifice, sur la question des immigrés, de la logique de l'égalité à l'électoratisme municipal.

Dépourvu de logique révolutionnaire, explique Patrick Tort, le parti « a couru de tactique en échec, d'alliance en désaveu, d'ajustements théoriques en réajustements rhétoriques », sans succès. De même, « le gro-

tesque est né de ce qu'à très peu de distance, le parti a soutenu des thèses absolument opposées avec le même dogmatisme ». Or, « être marxiste aujourd'hui, c'est peut-être, enfin, préférer la logique aux tactiques ».

La critique la plus importante de Patrick Tort est sans doute celle qu'il adresse au silence du PCF sur la question de l'extrême droite et à sa position équivoque sur les immigrés. Cette critique se fonde sur une prémisse simple, rigoureuse et cohérente : « Pour un marxiste, il n'y a pas d'étranger », un point c'est tout ! Ce qui amène l'auteur à poser une question pertinente : « Pourquoi le Parti communiste n'a-t-il jamais fait du droit de vote pour les immigrés une exigence politique ? » Il a fallu que François Mitterrand se déclare publiquement favorable au vote des immigrés dans les élections municipales pour que Georges Marchais fasse savoir, quelques jours plus tard, que le PCF se prononçait lui aussi pour une telle mesure... La « tribune de discussion » que Patrick Tort avait dédiée à ces deux problèmes (l'extrême droite et les droits des immigrés) en janvier 1985 ne fut pas publiée dans *l'Humanité* pour des raisons « techniques », et paraîtra finalement dans *le Monde*.

Ce texte, ainsi que les pages qui concernent ces questions dans *Etre marxiste aujourd'hui* sont parmi les rares documents qui, émanant des rangs du PCF, sauveront, aux yeux des historiens de l'avenir, l'honneur du mouvement communiste des années quatre-vingt.

Michaël Lowy

Henri Lefebvre, *Lukács, 1955* et Patrick Tort, *Etre marxiste aujourd'hui*, éditions Aubier, 75 francs.

FORCE TONIQUE DE LA VÉRITÉ

que envers l'appareil. Sa conférence sur Lukács (plus précisément : en défense de Lukács, attaqué comme « révisionniste ») de 1955 prouve qu'il n'a pas attendu le XX^e Congrès du PCUS pour soulever quelques questions gênantes sur la démocratie et la liberté d'expression.

Hommage et critiques

Cette conférence est à la fois un hommage (pour le soixante-dixième anniversaire de la naissance du philosophe hongrois) et un bilan critique. J'avouerais tout de suite que les critiques que Lefebvre adresse au grand ouvrage du jeune Lukács, *Histoire et conscience de classe* (1923) ne semblent pas convaincantes. Il n'est pas exact que Lukács avançait, dans ce livre, une conception purement spontanéiste de la conscience de classe. Au contraire, en faisant du parti communiste le dépositaire de la conscience de classe véritable (qu'il distingue de la conscience empirique des ouvriers à tel ou tel moment), il pêche peut-être par le défaut contraire...

De même, il paraît très contestable de comparer le « subjectivisme de classe » du jeune Lukács (stricte-

sa défense intransigeante du droit, pour le philosophe communiste — que ce soit à Budapest (où Lukács était menacé par les idéologues staliniens officiels) ou à Paris — de dire la vérité indépendamment de toute considération tactique et de tout contrôle bureaucratique. Répondant à l'argument « classique » du stalinien hongrois Joseph Revai — selon lequel les critiques de Lukács au « réalisme socialiste » apportaient de l'eau au moulin des ennemis du socialisme —, Lefebvre allait droit à l'essentiel. Ce que Lukács a écrit (à savoir que le réalisme socialiste « n'avait pas encore produit un Balzac » !), « est-ce vrai ou n'est-ce pas vrai ? Je veux bien croire, je suis même sûr que les adversaires utilisent ses paroles. Peu importe, si cela est vrai... ».

Problème aussi français

L'enjeu, bien entendu, n'était pas seulement hongrois, mais aussi français. « Je sais parfaitement quels délicats problèmes je pose, indiquait Lefebvre. Et ce qu'on me reprochera à moi, personnellement. Les uns diront que j'ai tort, que je ne dois pas les soulever, que ce n'est pas opportun. Je leur répondrai que pour eux, il

révolutionnaire de la classe ouvrière ? Comment faire face à l'atomisation et à l'homogénéisation des individus par les médias ? Quelle est la riposte efficace à l'essor de l'extrême droite raciste ?

Certaines des analyses sont loin d'être évidentes, comme sa tentative de remplacer le concept de prolétariat — qu'il définit, de façon prémarchiste, par le niveau minimal de revenus — par celui de « peuple », considéré comme « l'ensemble de ceux qui ne décident pas ». De même, son alternative au traditionnel ouvriérisme du PCF tombe visiblement de l'autre côté du cheval, en proposant d'« instruire » la classe ouvrière et de lui apporter la conscience de classe « de l'extérieur ». La rencontre nécessaire des intellectuels marxistes et des travailleurs, à laquelle il aspire avec raison, ne saurait se réduire ni à un rapport pédagogique unilatéral, ni à une abdication de la conscience critique. C'est au-delà de l'ouvriérisme et de l'intellectualisme que peut se créer, entre intellectuels révolutionnaires et avant-garde ouvrière, un rapport dialectique d'apprentissage réciproque et surtout de pratique commune.

Il y a beaucoup d'éléments intéressants dans

La semaine dernière, dans cette même page « En tête », nous avons rendu compte du dernier livre d'Henri Weber. Les références en ont malencontreusement sauté. Nous vous les donnons donc : *le Parti des patrons, le CNPF (1946-1986)*. L'épreuve des faits/Seuil (125 francs).

TREIZIEME SOMMET : LES PEUPLES ABSENTS

Le Tchad a dominé le treizième sommet franco-africain de Lomé. Les appels de Hissène Habré à l'aide française pour repartir à la conquête du nord du pays qu'occupent les troupes libyennes n'a pour l'instant pas été entendu. Mais sa thèse trouve une oreille des plus favorables à Paris.

On se rappellera une intervention télévisée de François Mitterrand, avant le 16 mars, expliquant devant une carte qu'il pensait souvent à la bande d'Aouzou que Kadhafi entend intégrer à la Libye.

Ses insomnies sont partagées non seulement par l'actuel chef d'Etat tchadien mais aussi par son éternel rival, lui-même ancien chef d'Etat, Goukouni Oueddei qui serait détenu à Tripoli. Ses partisans sur le terrain ont retourné leurs armées contre les troupes de Kadhafi et l'on parle d'une alliance entre elles et les troupes de Hissène Habré : on prend les mêmes et on recommence.

L'autre « événement » du sommet, c'est l'appel à de nouveaux rapports

Nord-Sud et à un « plan Marshall pour l'Afrique ». Mitterrand, qui a parlé d'une seule voix avec son premier Ministre, a tenté de retrouver un peu le souffle du discours de Cancun, après son élection en 1981.

Seulement, les adaptations « réalistes » de la politique africaine de la France, le maintien des rapports néo-coloniaux, la réception de Botha et de Jonas Savimbi, l'absolution donnée par Paris aux dictatures en place dans de nombreux pays d'Afrique, à commencer par le Togo qui était le pays d'accueil du sommet, enlèvent à des discours vaguement tiers-mondistes toute crédibilité aux yeux des masses africaines.

Réaffirmation de la place de la France sur le continent, ces sommets confortent les dirigeants en place des pays africains. La seule inquiétude que ceux-ci éprouvent, c'est de savoir si la crise, dans laquelle continue de s'enfoncer l'Afrique au sud du Sahara, menace la stabilité de leur régime, autrement dit, de leur portefeuille.

MENACE D'EXTRADITION

Le Comité de défense des quatre réfugiés politiques iraniens nous a fait parvenir le communiqué suivant :

« Quatre réfugiés politiques iraniens, Ali Abdollah Zadeh Khoche Akhlagh, Seved Djaber Kalibi, Azita Monchi Pour, Joseph Monchi Pour, ont été arrêtés le 20 septembre dernier à Paris. On les accuse d'avoir « détenu 15 kilos d'explosifs » et de « relations avec des terroristes européens ».

Depuis leur arrestation, certains d'entre eux ont été battus et furent l'objet de menaces physiques et morales, afin d'obtenir l'aveu de leur culpabilité. Nonobstant, ces quatre réfugiés politiques ont rejeté les accusations qui pesaient contre eux.

Nous craignons qu'en raison des tentatives actuelles de normalisation des relations entre l'Iran et la France, et compte tenu d'un contexte où les expulsions se multiplient (plusieurs Basques vers l'Espagne, deux Irakiens vers Bagdad), leur extradition vers l'Iran ne soit envisagée.

A l'évidence, une telle extradition signifierait leur exécution immédiate par le régime de Khomeiny dont ils furent les opposants. Par ailleurs, il est intolérable que, plus d'un mois après leur arrestation, aucune information n'ait été donnée sur leur sort. La mère de deux des détenus n'a même pas pu avoir le droit de rendre visite à sa fille et à son fils.

C'est pourquoi nous mettons les autorités compétentes au défi de fournir des éléments concernant les charges retenues contre eux. Faute de quoi, et devant un tel arbitraire, nous exigeons leur libération immédiate. »

PLUS ATLANTISTE QUE MOI, TU MEURS

Felipe Gonzales, précédé de mesures policières de sécurité exceptionnelles, vient de se rendre en voyage officiel en Equateur, au Pérou et à Cuba. Son but : « Réactiver la politique ibéro-américaine de l'Espagne, après l'étape de la normalisation qu'a supposé son intégration à la CEE et son maintien au sein de l'Alliance atlantique. » Gonzales veut devenir le porte-parole des intérêts latino-américains au sein de la CEE... Vieux fantasmes de « conquérant... ». Il profitera de son passage en Equateur pour « s'occuper » du sort des réfugiés politiques basques déportés dans ce pays.

Mais Felipe a pris ses ordres, selon des canaux officiels (dixit le très officiel journal *El País*) auprès de l'administration Reagan. Et ce, pour éviter des « problèmes » (il est bien plus prudent que notre fougueux Chirac...) avec des pays qui auraient des « relations difficiles avec les Etats-Unis ».

ON NE PEUT PAS PAYER !

Le Pérou demande de nouveaux délais pour payer sa dette extérieure qui s'élève à 4 400 millions de dollars à rembourser à des banques privées internationales. Il réclame trois mois de moratoire. Cette année, le gouvernement d'Alan Garcia n'a pas pu payer les intérêts de la dette pour la période en cours.

Par ailleurs, le Mouvement des pays non alignés tient une conférence à Lima du 12 au 14 novembre pour créer des mécanismes d'échange d'informations et d'expériences dans la négociation des dettes, entre ses pays membres.

Aucun pays latino-américain n'est en condition de rembourser sa dette et les solutions préconisées par le FMI font de plus en plus peur aux gouvernements « démocratiques » du cône Sud.

□ Les étudiants de la faculté de Constantine sont toujours en grève pour réclamer de meilleures conditions de vie et de travail. Il y a une semaine, la troisième ville d'Algérie était secouée par des émeutes qui auraient fait au moins deux morts et plusieurs dizaines de blessés.

COURTS... ... METRAGES

NON A LA FATALITE DANS LES LEP

Nous avons reçu un communiqué du SNETP-CGT du LEP E.-J. Marey de Saint-Denis à propos d'un accident qu'a subi un élève. Nous en livrons de larges extraits.

« Le SNETP-CGT du lycée professionnel Etienne-Jules Marey tient à exprimer sa profonde émotion devant le drame qui a eu lieu le 17 octobre 1986 au matin à D. Petaud, élève de terminale menuiserie, dont les mains ont été happées par une machine. Notre section syndicale assure sa famille de notre entière solidarité dans la douloureuse épreuve qu'elle traverse.

« Invoquer la fatalité, les risques du métier, c'est s'interdire de tirer les conséquences de cet accident, éviter de déterminer où se situent les responsabilités et exposer les élèves à d'autres accidents éventuels. Or, il est évident que les conditions dans lesquelles les élèves se voient obligés d'utiliser des machines dangereuses sont les conséquences directes de la suppression des heures-machines par l'Education nationale. De ce fait, les élèves doivent se servir de la toupe, notamment, hors de la présence du professeur qui, en même temps, est obligé de s'occuper des autres élèves du groupe se trouvant dans une pièce annexe, vu la configuration de l'atelier. Pour faire des économies d'heures, l'Education nationale n'assure pas la sécurité des élèves et contraint les enseignants à travailler dans des conditions qui ne peuvent les satisfaire. C'est pourquoi nous réclamons instamment le rétablissement des heures-machines.

« Pour notre part, nous sommes déterminés à tout faire pour que cette affaire ne soit pas étouffée, pour que les élèves puissent travailler dans des conditions maximum de sécurité. Ce sera le meilleur témoignage de solidarité envers D. Petaud et sa famille. »

CNPF LA MARCHÉ A LA PRESIDENCE

Le conseil exécutif du CNPF a désigné son candidat officiel à la présidence de l'organisation patronale. Il reste à celui-ci à se faire élire par l'assemblée générale des patrons qui se tiendra le 16 décembre. Yvon Chotard a échoué : celui qui a gagné, par 26 voix contre 9, s'appelle François Parigot.

Il dirige Unilever-France, filiale de la multinationale anglo-hollandaise, premier groupe mondial de l'industrie alimentaire (300 000 salariés dans 500 établissements répartis dans soixante-dix pays). Chotard est, lui, un patron d'un autre calibre puisqu'il est le président des éditions France-Empire. Il y a maintenant bien peu de chances pour que l'assemblée générale contredise cette désignation.

Parigot, qui représente l'aile moderniste et internationale du patronat français, vient de déclarer au journal *Les Echos* que son orientation était « d'assurer l'irréversibilité du libéralisme en France, de saisir cette chance historique où l'opinion française accepte l'idée d'une économie libérale. Le rôle du CNPF est d'ancrer l'économie française dans ce libéralisme ». Tout un programme.

□ Vous connaissez, sans doute *Article 31*, revue nationale dont l'objet est d'informer pour mieux combattre le racisme et l'extrême droite. Son supplément départemental de Toulouse est moins connu. Il vient pourtant de sortir son cinquième numéro. Il comporte en particulier un dossier sur un journal local, *l'Opinion indépendante du Sud-Ouest*, qui véhicule depuis des dizaines d'années les campagnes et les idées de l'extrême droite locale et nationale. Pour tout contact : BP 423 75527 Paris cédex 11.

□ L'association Radio Rosta, collectif voulant reconstruire une radio de lutte, organise une fête de soutien, vendredi 28 novembre de 19 heures à minuit, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris. Participation aux frais : 25 francs.

JOURNEES SUR LA DECENTRALISATION

L'Association d'études des réalités institutionnelles et politiques (AERIP) a tenu ses secondes « journées d'études » les 14 et 15 novembre derniers. Celles-ci étaient consacrées au thème : « Décentralisation, communes, vie locale ».

Nombreux et compétents, les orateurs ont apporté une multitude d'éléments, éclairant par exemple la réforme fondamentale de la décentralisation, les problèmes qu'elle soulève au regard de la démocratie et de la participation des citoyens à la vie publique.

C'est à une véritable réflexion sur l'Etat qu'invitaient, le premier jour, les interventions de Gilles Margerie (« Etat/notables : de nouveaux rapports ? »), Jean-Jacques Gleizal (« Les enjeux d'un droit à la participation à la vie locale ») et de Michel Mialle (« Elargissement ou étiatement de l'Etat »).

Le deuxième jour, Marie-José Chombart de Lauwe mit en lumière ce que signifie « l'application du programme libéral dans les communes ». En contrepoint, Roger Wintherbach, maire de Lutterbach, montra ce que signifie concrètement la mise en œuvre d'une volonté autogestionnaire dans une commune. Quant à Franck Serusclat, président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, il exposa une problématique générale des rapports entre communes, départements, régions et Etat, voire Europe. Donc des journées d'action permettant, dans un cadre très pluraliste et studieux, la réflexion et le débat. La brochure de compte rendu peut être demandée à : AERIP, 19, rue Frédéric-Lemaître, 75020 Paris. Joindre un chèque de 40 francs à l'ordre de l'AERIP.

CONFERENCE-DEBAT "THEOLOGIE DE LA LIBERATION"

Avec la participation de Maurice Barth, Dominique, secrétaire du Comité de solidarité avec l'Amérique centrale « Oscar Romero », Michael Levy, Sociologue, directeur du CNE

1986
Vendredi 28 Novembre
A 19h30
Cité Universitaire
Maison du Mexique
9c, Bv. Jourdan
RER Cité Universitaire

LE 10¹
DES DE POLITIQUE

CENTRE D'ETUDES MARXISTES SUR L'AMERIQUE LATINE - JOSE CARLOS MARIATEGUI

LES ETUDIANTS CONTRE DEVAQUET

Une continuation des étudiants contre la loi Devaquet, première concrétisation de l'appel national des étudiants de Caen, vient de se tenir ce week-end. Des étudiants de Limoges, Nantes, Amiens, Lille, Paris I, Villefranche, Le Mans, Rouen et Caen, bien entendu, étaient présents.

Au moment où la loi est aggravée dans ses aspects les plus sélectifs par les sénateurs, il s'agissait de se rencontrer et de se coordonner pour faire le point sur l'état de la mobilisation et

d'avancer des perspectives de lutte. Quelques villes sont à la pointe du mouvement et prêtes dès cette semaine à partir en grève. En effet, à Dijon, Caen, Limoges et Villefranche, des assemblées générales, voire des manifestations, massives et combattives se sont tenues. Pour tous, il s'agit maintenant de faire jouer un effet boule de neige sur les facultés pas encore aussi mobilisées.

15 000 étudiants ont déjà contresigné l'appel de Caen dans une dou-

A EN PLEURER

RADIS

Il est un tantinet mégalomane.

Sa sensibilité à lui, c'est pas le courant Rocard, mais plutôt le courant Tocard.

Politiquement, c'est le genre radical, comme les radis : rose dehors, blanc dedans.

A force de fixer du regard le Grand Orient, il a fini par s'y perdre, du côté d'Auckland.

Vous l'avez reconnu : l'ami des missiles à roulettes, des chars à chenilles, et des ganaches à galons, Charles Hernu.

Toujours franc du collier (de barbe), Charles a alerté : « Les vieux démons risquent de reprendre les socialistes. » Parce que les députés socialistes n'ont finalement pas voté le budget de la Défense : ils se sont abstenus. Après tout, ce budget de mort qui absorbe la plus grande part des dépenses publiques, c'est celui de l'Elysée : peut-on voter contre Tonton ? C'est même un peu celui de Charles, puisque le gouvernement Chirac a respecté la loi Hernu de programmation de dépenses militaires sur cinq ans (un privilège de l'armée).

C'est pas d'aujourd'hui que les députés socialistes votent les crédits de guerre. Mais enfin, on se prend à espérer que, de l'intérieur du PS, des voix démoniaques s'élèvent. Question de dignité. Si Hernu est socialiste, votre serveur est archevêque...
Nicolas Jeanson

ORLEANS, L'ADJOINT SOUS LES VERROUS

Adjoint au ministre-maire d'Orléans Douffiauges, et conseiller général, l'ex-PDG de la concession BMW à Orléans, Henri Chartier, 47 ans, a été inculpé et écroué. Cet ancien trésorier départemental de la fédération RPR du Loiret est accusé d'escroquerie, abus de confiance, faux en écritures commerciales et banqueroute.

Il laisse en effet chez BMW un trou d'un milliard de centimes. Le plus incroyable est que cette affaire a éclaté au grand

jour il y a presque un an. H. Chartier se contentait de démissionner de son poste de trésorier du RPR, mais continuant tranquillement à exercer ses mandats d'adjoint au maire et de conseiller général.

L'arrestation de ce sinistre personnage a contenté la droite : autant par notre sous-ministre des Transports à qui il faisait ombre pour sa carrière, autant par le RPR bien-embarrassé avec sa brebis galeuse.

Le même jour, on apprenait l'arrestation d'un escroc orléanais, Didier Macario. C'était l'ancien secrétaire fédéral au bureau départemental du Parti républicain...

CONFERENCE-DEBAT

"THEOLOGIE DE LA LIBERATION"

Avec la participation de Maurice Barth, Dominique, secrétaire du Comité de solidarité avec l'Amérique centrale « Oscar Romero », Michael Levy, Sociologue, directeur du CNE

1986
Vendredi 28 Novembre
A 19h30
Cité Universitaire
Maison du Mexique
9c, Bv. Jourdan
RER Cité Universitaire

LE 10¹
DES DE POLITIQUE

CENTRE D'ETUDES MARXISTES SUR L'AMERIQUE LATINE - JOSE CARLOS MARIATEGUI

COURTS... ... METRAGES

LES NOTRES GILBERTO MATHIAS

Une cruelle maladie a emporté, le 10 novembre, notre camarade Gilberto Mathias.

Né au Brésil, Gilberto avait dix-huit ans en 1968. Entamant simultanément ses activités dans le milieu étudiant et son engagement révolutionnaire, il travailla dans le secteur imprimerie du Parti ouvrier communiste (POC).

Dans la situation de clandestinité créée par l'instauration de la dictature militaire, il fit, comme d'autres militants du secteur imprimerie du POC, montre d'une inlassable activité : rédaction des tracts, des articles, reproduction de ceux-ci, etc. Ce qui le conduisit à lancer, dans l'organisation, un débat théorique et politique sur le rôle de la presse révolutionnaire. A partir de 1969, Gilberto commença à intervenir en milieu ouvrier. Avec la même passion, il se lança dans la lutte anti-impérialiste, lut les théoriciens du marxisme, participa aux réunions politiques. Cette période fut pourtant fort brève. La répression, aggravée



après le « coup dans le coup » du général Costa e Silva, produisit rapidement des conséquences sur le POC, qui commençait alors à se rapprocher de la IV^e Internationale.

Au milieu de l'année 1970, alors que les arrestations se multipliaient, Gilberto dut sortir du pays. Arrivé en France, il arriva à la LCR et participa à l'équipe chargée du travail de solidarité avec le Brésil. Il collabora également au travail du groupe d'économistes de la

Ligue, contribuant notamment à la réflexion sur les problèmes de la dépendance et les nouvelles formes de lutte de la classe ouvrière.

Après quelques années, il s'éloigna de l'activité militante, mais resta très proche de notre mouvement, participant alors à la rédaction de *Critiques de l'économie politique*. En 1983, il publia, en collaboration avec Pierre Salama, *l'Etat surdéveloppé. Des métropoles du tiers monde* (éditions La Découverte). Bien que décidé à s'établir en France, « Gê », comme l'appelaient ses amis, profita de l'amnistie pour voyager au pays et prendre contact avec les camarades du journal *Em Tempo*. Il fit des conférences, écrivit des articles, notamment dans *le Monde diplomatique* de décembre 1982 où il étudiait la nouvelle classe ouvrière brésilienne. Il se solidarisa également avec le parti des travailleurs.

Encore au début de l'année, « Gê » avait accepté d'ouvrir le cycle de conférences du nouveau Centre d'études marxistes sur l'Amérique latine « José Carlos Mariategui ». On ne peut que ressentir durement sa disparition, à l'âge de 37 ans.

SOIREE JEUNES LE 26

Mercredi 26 novembre... Une date à retenir car les JCR organisent une réunion publique, à 18 heures, à l'AGECA (177, rue de Charonne, 75020, Paris, métro A. Du-

mas). Avec des animateurs du mouvement antiraciste, no-

amment Samia Messaoudi, de Radio-Bour, des copains des JCR, on discutera des attaques de Chirac, de Pasqua-la-bavure et autres Chalandon qui s'en prennent systématiquement

aux jeunes et aux immigrés. Des contrôles antidrogue aux menaces que la loi Devaquet fait peser sur les universités, c'est en effet toute la jeunesse qui se trouve dans le collimateur.

Débatte, ce sera le but de la soirée. Mais il y aura aussi de

la musique, un bar et un buffet. Alors n'hésitez pas : reprenez votre mercredi soir ! Faites venir vos ami(e)s, vos enfants ou vos élèves. Entrée : 10 francs.

KRIVINE AU NICARAGUA

Alain Krivine vient de rentrer du Nicaragua où il avait été invité par le FSLN pour participer aux cérémonies du XXV^e anniversaire de la création du front.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur le bilan de ce voyage. Notons dès à présent que la délégation française était composée d'André Lajoinie pour le PCF, Didier Motchane pour le PS et de notre camarade. A l'occasion de son voyage, Alain Krivine a pu s'entretenir avec une série de responsables du front, qui l'ont remercié de l'aide apportée par la LCR à la révolution sandiniste.

Notons par ailleurs que notre camarade a été invité à participer à une rencontre organisée par la direction du front avec les représentants des différents partis communistes.

Notre représentant a, en outre, remis à la direction du journal *Barricada* une nouvelle donation des camarades de Rotographie : une tireuse électrique.

POUR MIEUX NOUS CONNAITRE

CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
INPRECOR (quinzomadaire) 1 an	250 F	250 F
QUATRIEME INTERNATIONALE (4 numéros)	100 F	170 F

Règlement à l'ordre de la PEC

INDOMPTABLE EUSKADI

De nouvelles élections vont se dérouler en Euskadi, à la suite de l'éclatement du vieux Parti nationaliste basque (PNV), jusqu'alors dominant dans les institutions autonomes. Elles confirmeront sans aucun doute la persistance du sentiment national basque.

Des élections anticipées se dérouleront le 30 novembre en Euskadi. Les précédentes, en juin dernier, avaient confirmé la poussée des nationalistes révolutionnaires de Herri Batasuna. Ce nouveau scrutin résulte avant tout de la scission que vient de connaître le Parti national basque (PNV), au pouvoir en Euskadi depuis les premières élections autonomes. L'ancien président du gouvernement autonome, Carlos Gara-

En dépit d'erreurs multiples, l'ETA reste l'expression d'une réalité nationale bafouée.



Pendant ce temps, le PNV essaya de jouer habilement avec la mobilisation, l'utilisant tout en contrôlant pour faire pression sur l'Etat central. Ce fut alors le temps des coups de théâtre, les députés du PNV quittant le même temporairement le Parlement de Madrid, et du boycott de la visite en Euskadi du Premier ministre de l'époque, Adolfo Suarez.

L'avortement de la tentative de putsch du colonel Tejero, le 25 février 1981, mit un frein aux réformes, provoquant un resserrement des rangs autour du pouvoir central, devant la menace d'une armée ressortant des casernes pour voler au secours d'une bourgeoisie débordée.

Le changement étranglé

Dans l'Etat espagnol, l'extrême gauche et, au Pays basque, les nationalistes révolutionnaires se refusèrent à jouer le jeu. Les autres organisations politiques, y compris le PNV, signèrent, quant à elles, le pacte secret d'unité nationale de la Zarzuela, rendu public par la suite. Cet épisode marqua le début d'une régression, dans une autonomie ayant à peine vu le jour, tant en Catalogne qu'en Euskadi. Des accords syndicaux dans la lignée du pacte de la Moncloa vinrent compléter le tableau, muselant alors la classe ouvrière.

En 1982, les socialistes accédèrent au gouvernement central. Mais Felipe Gonzalez s'opposa immédiatement aux aspirations véritables des nationalités, notamment à celle du peuple basque.

Pourtant, la crise économique frappait durement au Pays basque. L'économie très spécialisée — sidérurgie, aciers spéciaux, construction navale, chimie — était particulièrement touchée par la récession. En bon gestionnaire, le PSOE mit en place une politique de « sortie partagée de la crise », centrée sur la restructuration et la reconversion des secteurs en crise, la flexibilité du travail, la dérégulation des secteurs exportateurs et financiers. Fin 1984, l'Etat espagnol comptait ainsi 2,5 millions de chômeurs dont 250 000 pour la seule Euskadi (25 % de sa population active). Le patronat et l'Union générale des travailleurs (UGT, dont la direction est liée au

PSOE) signaient un accord, portant un coup mortel à des acquis ouvriers et freinant les salaires.

Cette restructuration, selon les nationalistes révolutionnaires, représente une mesure complémentaire à la solution que la classe dominante espagnole veut imposer à la question basque. Le démantèlement de la navale par exemple (quatre mille postes directement supprimés et vingt mille indirectement touchés dans la seule région de Bilbao) désarticule la structure industrielle de la province.

Devant les capitulations du nationalisme bourgeois, les positions radicales gagnèrent du terrain. Le radicalisme verbal auquel fut contraint le PNV favorisa son débordement sur sa gauche. Pour garantir sa majorité, il mit en œuvre une politique faite de zigzags. Ce qui l'amena tout à la fois à une alliance avec la droite et à la conclusion d'un pacte de législature avec le PSOE.

Zigzags et crise

Le parti fondé par Sabino Arana à la fin du XIX^e siècle connut ainsi la deuxième grande scission de son histoire. Son usure s'accéléra avec la participation du PNV à la répression et à la lutte « antiterroriste » im-



Un pacte d'autonomie, mais toujours la ferule de l'Etat espagnol.

pulsées par le gouvernement du PSOE. Sur la question des négociations à mener avec l'ETA ou sur l'attitude face à Herri Batasuna (la coalition nationaliste radicale, proche de l'ETA), la direction du PNV oscilla. Parallèlement, le mode d'organisation interne du parti, favorisant le pouvoir des leaders, l'engagement dans les postes de l'administration, la dépendance vis-à-vis des fonds

publics, intervinrent comme autant de facteurs d'accélération de la crise.

Un secteur « critique » se manifesta à partir de 1983 sur la question de l'alliance avec la droite. Les élections de juin 1986 sonnèrent le glas de l'unité interne du PNV. Peut-on pour autant parler de deux politiques nationalistes différentes ? Cela semble difficile. La différence demeure encore purement verbale, l'organi-

koetxea, a quitté le PNV pour fonder une nouvelle organisation, Euskadi Aurrerakidea (EA).

La crise a éclaté alors que le PNV semblait à son plus grand développement. Le PNV dirigeait trois *diputaciones* (provinces), les principales mairies et différents secteurs économiques (chambres de commerce, banques, organisations patronales) ainsi que le syndicat majoritaire. Le PNV représentait un exemple unique en Europe de parti « interclassiste », d'orientation bourgeoise, mais possédant une solide implantation populaire.

Pari perdu

La perte par le PNV de cent soixante mille voix en juin refléta sa profonde crise interne. Il avait, au début de la « transition » postfranquiste, joué la carte du statut d'autonomie, réalisant un compromis avec Madrid pour le maintien de l'Etat centralisé dans le contexte du réveil national du peuple basque. Ce statut d'autonomie se mit en place lentement. Quinze mois séparèrent par exemple sa signature et le premier transfert de pouvoirs au gouvernement autonome.

Pour le peuple basque, toujours des mots, du sang, des larmes.



sation de Garaikoetxea parlant simplement de façon plus radicale. Mais le passage au pouvoir a pour le moins entamé la crédibilité de ses responsables. Garaikoetxea parle d'autodétermination mais personne n'oublie qu'il fut le signataire du pacte de la Zarzuela.

Il est toutefois certain qu'il sera désormais plus difficile aux nationalistes bourgeois de gouverner en Euskadi. Même si les deux ailes concurrentes s'allieront probablement pour faire barrage à Herri Batasuna, ce courant ne retrouvera jamais le rôle de tampon que le PNV jouait entre l'Etat espagnol et la nation basque. Pour eux, l'hypothèse la plus redoutée serait à présent une majorité en faveur du PSOE, qui risque de se retrouver la première force électorale, face à l'ensemble des courants nationalistes.

Changements en chaîne

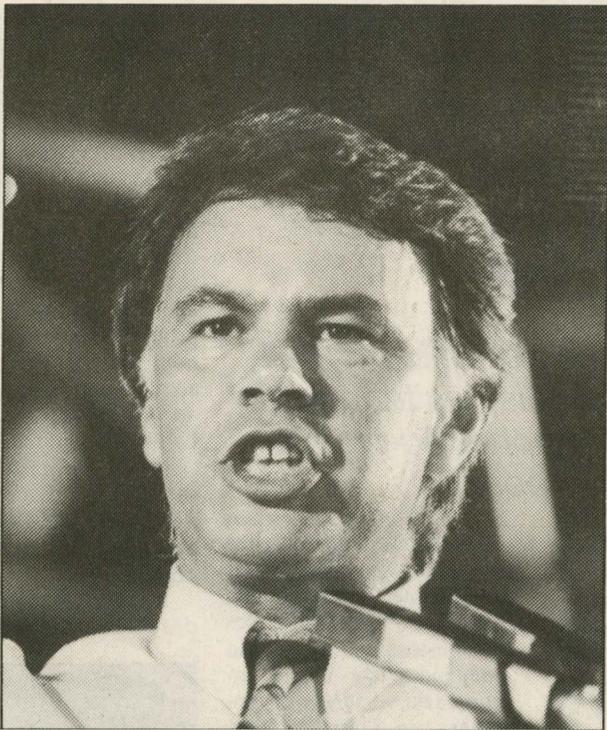
Toutes les forces révolutionnaires ont dû adapter leurs analyses devant les opérations réformistes se menant dans l'Etat espagnol et en particulier au Pays basque.

L'ETA répondit aux manœuvres du pacte de la Zarzuela, après la tentative de Tejero, en parlant d'« auto-coup d'Etat », et en continuant ses opérations contre les forces armées. Mais l'organisation armée s'est montrée incapable de répondre aux changements de ligne et de tactique que supposait l'arrivée au pouvoir du PSOE.

La résistance provoquée par l'oppression nationale reste un phénomène durable. ETA et Herri Batasuna sont, de ce point de vue, parvenues à mettre sur pied une bataille harmonisée, articulant le travail de masse et l'action armée. Cette bataille a largement porté ses fruits sur le terrain électoral.

Les changements accomplis par le PSOE au niveau national ont aussi marqué la situation au Pays basque. Les possibilités d'une issue politique négociée s'étant transformées, la stratégie des nationalistes a évolué. Il ne s'agit plus d'une action politico-militaire visant simplement à détruire le système.

La politique gouvernementale du PSOE a provoqué un appauvrissement de la vie politique dont les seules initiatives marquantes furent les luttes contre l'OTAN, certaines luttes ouvrières et les mobilisations féministes. En Euskadi, on assiste donc à une situation d'équilibre instable, l'ETA et le gouvernement se livrant une guerre



L'accession du PSOE aux affaires, en 1982, n'a marqué aucun changement dans les rapports du gouvernement de Madrid avec les minorités nationales.

de positions. Alors que le gouvernement central tente de gérer cette situation à l'irlandaise, l'ETA doit chercher des réponses sur trois terrains : une ligne de résistance à long terme, sans issue rapide possible ; une action politique visant à accentuer les contradictions internes du PNV, notamment de ses secteurs populaires ; enfin, des échéances concrètes, conjuguées à une

volonté d'alléger la répression contre les prisonniers et les réfugiés.

Vers une issue négociée ?

Herri Batasuna avait bien anticipé la crise actuelle. Mais elle tablait à tort sur un épuisement du PSOE qui aurait contraint celui-ci à négocier. Le parti de Felipe



Des rassemblements monstres pour la négociation et l'autodétermination.

Gonzalez n'entend pas ouvrir le dialogue. Il s'efforce d'obtenir la reddition collective ou individuelle des militants de l'ETA par une politique de « réinsertion ». A cette fin, il n'hésite pas à aller très loin dans la répression.

Si le Pays basque n'a pas connu de « sortie douce » de la dictature franquiste, la lutte n'atteint pas le niveau susceptible d'entraîner une véritable crise du pouvoir central. Les difficultés que connaît la classe ouvrière limitent la carte de l'« alternative KAS », prônée par les nationalistes révolutionnaires autour d'objectifs de rupture.

Le mot d'ordre de négociations a cependant su maintenir la pression en faveur de l'autodétermination, et traduire le rejet de la Constitution et du statut d'autonomie en trompe-l'œil. Le PSOE, s'il se trouvait contraint à la négociation, voudrait y obtenir une reddition militaire. Le PNV, qui en juillet dernier se prononçait pour des négociations, cherche là un peu d'oxygène, en luttant à la fois contre le centralisme et les forces révolutionnaires.

On se trouve donc en présence d'une situation complexe où la bourgeoisie

lâchera difficilement le « morceau » basque. Ce qui amène nos camarades de la Ligue communiste révolutionnaire au pays basque (LKI) à insister sur les objectifs qui contribueront à changer le cadre politique. Pour eux, un rapport de forces favorable ne pourra se construire qu'au niveau de l'ensemble de l'Etat espagnol. L'invitation lancée fin octobre par Herri Batasuna à une grande manifestation qui a eu lieu en Euskadi et adressée à l'ensemble des forces progressistes et d'extrême gauche de l'Etat espagnol va dans ce sens.

Cécilia Garmendia

TANT DE SANG ET DE LARMES...

La coalition Herri Batasuna est la principale expression du courant nationaliste radical. Ses élus refusent de siéger aux Cortes ou à l'Assemblée autonome de la province basque. A l'occasion d'un passage à Paris, nous avons rencontré le sénateur Alvarez Emparanza.

□ *Quelle analyse fait Herri Batasuna de la récente scission que connaît le Parti nationaliste basque (PNV). Quelles en seront les conséquences pour les prochaines élections ?*

Alvarez Emparanza — La scission du PNV est liée à la dynamique que vit le pays. Le PNV était en perte de vitesse, à tout point de vue, en raison notamment de la présence de Herri Batasuna et de la vigueur du mouvement nationaliste. Il s'est ainsi créé une forte contradiction entre la base nationaliste basque et le groupe dirigeant.

L'ancien président du PNV, Garaikoetxea, est plus sensible à cette poussée de la base. Dans ses derniers meetings, il a été plus « radical » sur la question basque, tout au moins sur le plan verbal.

La direction actuelle du PNV va moins loin que

Garaikoetxea. La base sociale des deux formations est la même, et idéologiquement il n'y a pas de différence entre Arzalluz, le nouveau responsable du PNV et Garaikoetxea. Arzalluz est perçu comme plus « provincialiste » ; il ne veut pas d'un pouvoir très centralisé. A l'inverse Garaikoetxea se prononce en faveur d'un pouvoir basque, au moins dans les quatre provinces du sud. Voilà la seule petite différence.

Nous ne pensons pas que cette scission enlèvera des voix à Herri Batasuna. Madrid essaye de faire croire que le groupe de Garaikoetxea est plus radical et qu'il existe beaucoup de gens qui, en désaccord avec la politique de l'ETA, s'éloignent de Herri Batasuna. Mais nous ne pensons pas que la scission du PNV peut bénéficier d'un raz de marée électoral. Garaikoetxea a fait ses preuves alors qu'il était à la tête du pouvoir autonome. Croire ce qu'il

dit maintenant est dénué de sens. Il est et il reste un homme très conservateur et légaliste. La base de Herri Batasuna, qui se bat pour un changement de cadre politique, ne se laissera pas entraîner dans son sillage.

□ *Où en est Herri Batasuna dans sa bataille pour des négociations avec Madrid ?*

A. E. — Nous estimons que le climat en Euskadi est aujourd'hui lourd et grave. Cela dure depuis plus d'un siècle. Beaucoup de gens estiment donc que le Pays basque a assez souffert, que nous avons assez versé de sang et de larmes pour obtenir un cadre politique convenable.

Par ailleurs, la négociation serait aussi favorable à l'Etat espagnol. La gauche radicale en Espagne n'est malheureusement plus présente. Comme il ne reste plus que la question basque à régler, la bourgeoisie a

aussi intérêt à liquider le problème. Mais pour nous, cela n'a de sens que d'un point de vue politique, en passant par l'alternative KAS que nous préconisons.

□ *Comment voyez-vous la situation des réfugiés en France ?*

A. E. — Pandraud et Pasqua, comme Chirac, ont été clairs et nets : les expulsions vont continuer. Nous comptons déjà quatorze expulsés ou plutôt quatorze réfugiés remis aux mains de la police espagnole. C'est une honte d'autant plus grande qu'une partie du Pays basque se situe à l'intérieur des frontières françaises. Les réfugiés ne sont pas des étrangers mais des gens qui se déplacent dans leur propre pays. C'est un peu comme si la France était divisée en deux comme à l'époque de l'Occupation.

Mais même en laissant cela de côté, c'est également une honte du point de vue

de la France. Quoi qu'on en pense, la lutte nationale au Pays basque est un fait incontesté. Elle est majoritaire dans l'opinion, y compris en voix, dans le Pays basque sud. On peut discuter de l'opportunité d'une lutte armée. Mais on ne peut pas nier la motivation politique et nationale des actions armées.

Nous sommes déçus par la France depuis longtemps. Il n'y a jamais eu de réelle sensibilité sur le problème basque. Notre dernier espoir réside dans la frange de l'extrême gauche qui devrait être plus sensible aux problèmes des droits individuels et collectifs.

En effet, il faut que les gens sachent qu'à l'exception d'un réfugié extradé, puis libéré par la police espagnole, tous les autres sont en prison ! Tous ont été systématiquement torturés. Peu ont été jugés jusqu'à présent.

Propos recueillis par Cécilia Garmendia

LES BAROUDEURS A L'OFFENSIVE

Deux ans après la mobilisation de novembre 1984, Thio redevient un symbole. Cette fois, les tenants de l'ordre colonial veulent leur revanche. Au prix de provocations délibérées.

Le samedi 15 novembre, le RPCR organisait une réunion régionale dans une salle de la mairie indépendantiste de Thio, ville symbole de la détermination du peuple kanak. Le grand parti de la droite coloniale avait fait déplacer ses leaders et ses gros bras. Jacques Lafleur était présent, ainsi que des élus du RPCR et Justin Guillemard, connu pour ses multiples participations à des coups de force anti-indépendantistes. Il s'agissait, de toute évidence, de faire de cette réunion un coup de semonce politique à l'adresse du FLNKS et peut-être aussi du gouvernement Chirac.

Dans l'imagerie caldoche, Thio reste trop assimilée à la grande peur causée par la révolte kanake de novembre 1984 pour que les colonialistes ne multiplient pas les tentatives d'exorcisme. C'est déjà dans cette ville que l'extrême droite organisa en février 1985 un pique-nique provocateur qui se termina en affrontement. La réaction coloniale ne s'est jamais faite à l'idée d'avoir perdu la mairie de Thio au profit des indépendantistes, dernière cité de la côte est

encore gérée par les Européens il y a deux ans.

La provocation politique du RPCR se mua rapidement en provocation tout court. A l'issue de leur rencontre, les membres du RPCR manifestèrent, armes au poing, dans le village européen de Thio, barbouillant les murs de la mairie de slogans anti-FLNKS. Lorsque les Kanaks vinrent protester, depuis leurs tribus situées à la périphérie du village européen, les membres du RPCR leur tirèrent dessus, puis incendièrent la boulangerie d'un Européen, sympathisant des indépendantistes. C'est au terme de ces affrontements qu'un jeune caldoche trouva la mort par balle.

Le haut-commissaire, avalisant la thèse du RPCR, comme le fera ensuite le ministre des DOM-TOM, a décrété le couvre-feu à Thio et quatre cents gendarmes ont été envoyés sur place, équipés d'hélicoptères (deux Alouette, quatre Puma) et de plusieurs engins motorisés. Dix-neuf indépendantistes, dont Françoise Machoro, ont été inculpés pour attroupement et jets de pierre, puis incarcérés au Camp-Est.

La droite calédonienne profite de ces événements pour laisser exploser une nouvelle fois sa haine des Mélanésiens : une maison indépendantiste a été incendiée au village les Pétroglyphes de Thio. A Nouméa, l'imprimerie qui publie le journal indépendantiste *Bwenando* a également été la proie des flammes. Enfin, un commando armé s'est introduit dans la maison de Yéweiné Yéweiné, un dirigeant indépendantiste actuellement à Paris, tirant sur les occupants sans faire de victimes.

La revanche des colons

La provocation du RPCR n'est pas un fait isolé. Elle s'inscrit dans la tactique actuelle de cette organisation qui, depuis le retour de la droite métropolitaine aux affaires, entend bien prendre sa revanche. Les choses se sont accélérées à l'annonce de la visite d'une délégation indépendantiste à Paris et à l'approche des discussions de la commission de décolonisation de l'ONU. Celle-ci doit en effet mettre prochainement à son ordre du jour le cas calédonien.

L'orientation du RPCR ne vise ni plus ni moins qu'à tirer un trait sur les aspirations du peuple kanak. Il veut à moyen terme relancer l'activité économique du territoire, grâce aux finances de l'Etat français, pour envisager ensuite une nouvelle vague d'immigration européenne.

Cette espèce de reconquête coloniale prend appui sur l'offensive gouvernementale menée contre le FLNKS, au travers du plan Pons. Cette offensive s'effectue par le renforcement de la présence et de l'occupation du terrain par les militaires français, par la réduction radicale des compétences des conseils de région indépendantistes au profit de l'accroissement du contrôle de l'Etat et du Congrès dirigé par le RPCR, et enfin par un apport financier important destiné à satisfaire les appé-

tits des affairistes locaux et des tenants du colonialisme.

Les Kanaks font à tous les niveaux les frais de cette politique. Ainsi, l'Agence de développement — qui a pris la suite de l'Office foncier dissous par le gouvernement — s'est engagée dans la rétrocession des terres, autrefois destinées à une réforme foncière, à des propriétaires européens. La nomadisation des militaires a également amené son lot de conflits et d'exactions. La liberté de circulation des armes sur le territoire accordée par le haut-commissaire a été inaugurée le 15 novembre par le RPCR à Thio.

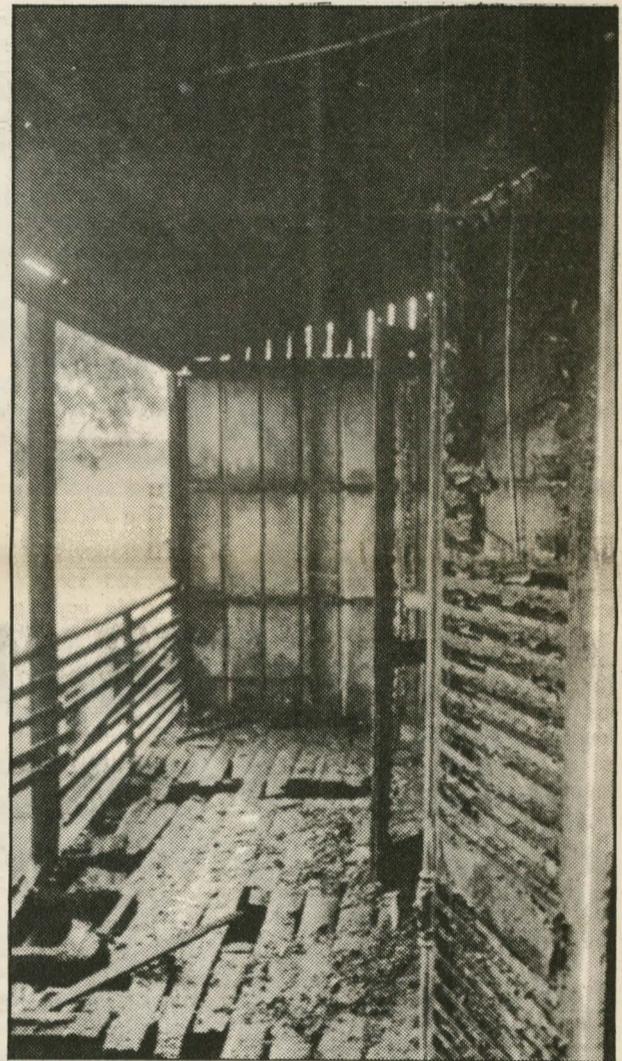
En outre, la coordination des forces répressives et des

hène où dix Kanaks furent froidement assassinés en décembre 1984. Cette décision a été accueillie comme une victoire et un encouragement par tout ce que le « caillou » compte de partisans du colonialisme.

Justice aux ordres

On comprend l'exaspération des indépendantistes devant la remise en cause de tant d'acquis. Les tout récents événements de Thio reflètent bien l'antagonisme des intérêts en présence. Face à un peuple décidé à conquérir son indépendance, les tenants du colo-

Quatre des survivants de l'embuscade de Tiendanite devant les deux véhicules où furent assassinés dix militants du FLNKS. Les tueurs ont bénéficié d'un non-lieu...



Un mois avant leur provocation de Thio, les hommes du RPCR avaient incendié, pour la deuxième fois, les locaux de l'imprimerie publiant « Bwenando ».

provocations des colons est manifeste. Début novembre, à Temela, suite à l'action d'un colon venu incendier une maison dans une propriété qu'il avait quittée depuis deux ans, les gendarmes ont organisé une opération « coup de poing » dans les tribus. Le 13 novembre, à 4 heures du matin, les gardes mobiles ont encerclé plusieurs maisons, s'y introduisant par effraction et procédant à des arrestations. De telles actions se sont multipliées ces derniers mois.

Enfin, la justice coloniale s'est récemment illustrée par le non-lieu accordé aux dix inculpés responsables de l'embuscade de Hieng-

nialisme n'ont jamais voulu dialoguer ou discuter. Ils veulent en découdre avec les Kanaks et faire pression pour amener le gouvernement à une plus grande fermeté envers le FLNKS.

La période qui s'ouvre, qui doit voir le référendum d'autodétermination en juillet 1987, est d'une grande importance. Mais le FLNKS se trouve dans une conjoncture difficile, toutes les forces réactionnaires cherchant à étouffer les aspirations dont il est porteur. C'est dire l'importance de la solidarité dans l'Hexagone.

Vincent Kermel

TENSIONS A MANILLE

Attentats à Manille, rumeurs de putsch militaire, enlèvement d'un homme d'affaires japonais et assassinat d'un dirigeant de la gauche. Les tensions s'accroissent dans l'archipel philippin alors que les négociations ont repris entre Cory Aquino et le Parti communiste.

Le KMU (Mouvement du 1^{er} Mai, la centrale syndicale de gauche) et les organisations de gauche, auxquels s'est joint le DUCP (Congrès des syndicats des Philippines, conservateur) ont appelé lundi 17 novembre à une journée de grève générale pour protester contre l'assassinat de Rolando Olalia, président du KMU — qui compterait un demi-million d'adhérents — ainsi que du Partido ng Bayan (PnB, Parti du peuple)¹. Le corps mutilé de ce dernier et celui de son chauffeur, Leonore Alalay, ont été retrouvés le jeudi précédent.

Le ministre de la Justice, Neptali Gonzales, a révélé que des hommes armés, munis de véhicules radio (deux voitures et une moto)

stationnaient à proximité du domicile d'Olalia les jours précédant son assassinat.

Les premiers échos de Manille signalent la fermeture des écoles, d'usines de textile ainsi qu'un nombre réduit de bus dans les rues de la capitale. Nous n'avons pas encore d'informations sur le suivi de la grève dans le reste de l'archipel.

La gauche visée

Ce qui est certain, c'est que cet assassinat vise la gauche philippine à travers un dirigeant possédant une réelle audience de masse. L'enlèvement, non revendiqué à ce jour, d'un homme d'affaires japonais, alors que Corazon Aquino rentrait d'une visite officielle au Ja-

pon, est interprété par la presse locale comme partie intégrante d'une entreprise de déstabilisation du régime.

L'ouverture de négociations avec la guérilla communiste de la Nouvelle armée du peuple (NPA) divise l'équipe au pouvoir. Juan Ponce Enrile, ministre de la Défense et ex-maître d'œuvre de la loi martiale sous la dictature de Marcos, n'a pas dissimulé son opposition à toute ouverture en direction du PC philippin.

L'éclat donné à ses déclarations et sa participation à un meeting des partisans de Marcos lui ont attiré des remontrances de la part de Washington qui joue toujours la carte de Corazon Aquino.

La tension est montée

juste avant le voyage au Japon de la présidente. Si les attentats (six en un mois), qui ont eu lieu à Manille, ont été officiellement attribués à la NPA, les rumeurs de coup d'Etat militaire se sont faites plus insistantes. On l'annonçait même avant le référendum du 2 février prochain où madame Aquino proposera une charte, au terme de laquelle elle disposerait d'un mandat présidentiel de six ans.

Jeunes Turcs

Un tel coup serait probablement l'œuvre des « jeunes Turcs » du Mouvement de réforme des forces armées. Constitué en mars 1985 et comptant plusieurs centaines de membres avant la chute de Marcos, sa base serait composée de jeunes officiers s'opposant à la désagrégation d'une armée minée par la corruption et

inefficace face au PC philippin.

Ses initiateurs en ont été les officiers recrutés par Juan Ponce Enrile pour constituer sa propre force de sécurité. On devinera sans peine vers qui vont les préférences actuelles de ces militaires.

La situation est donc complexe et les risques tout à fait réels de voir l'armée prendre une initiative. Ce qui la retient pour l'instant, c'est la crainte d'un échec qui ouvrirait une voie royale au Parti communiste.

Les capacités du mouvement de masse, des diverses organisations, urbaines notamment, majoritairement sous l'influence du PCP, l'existence d'une gauche philippine disposant d'une influence importante, sont autant de paramètres qui font qu'il ne s'agit pas d'un simple bras de fer entre Corazon Aquino et Juan Ponce Enrile. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir d'un pays dont les Etats-Unis ont montré à quel point il était décisif pour eux.

Jean-Jacques Laredo

1. *Inprecor* n° 230, du 17 novembre 1986, présente un dossier composé d'entretiens avec des dirigeants de la gauche révolutionnaire philippine, dont celle de Juan Maria Sison, ancien président du PCP et fondateur du PNB.

PARTHEID MADE IN FRANCE

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article paru dans le journal du syndicat sud-africain des travailleurs de la métallurgie (MAWU), affilié au COSATU.

Le Carbone, une entreprise française [filiale de Pechiney, NdT] basée en Afrique du Sud, a licencié 175 ouvriers pour leur appartenance au syndicat MAWU. (...) Elle a beaucoup de succursales en Afrique du Sud mais le syndicat existe dans une usine seulement. C'est là, à Industria, que les travailleurs se sont battus bec et ongles pour protéger leur organisation de la répression.

Le MAWU a commencé à s'organiser en 1982. Le syndicat a très vite gagné une majorité des ouvriers mais la direction a refusé de discuter avec lui. (...) Plus tard, en 1983, plusieurs délégués ont été licenciés.

C'est seulement en 1986 que les travailleurs ont repris la lutte. (...) Rapidement, ils ont rejoint le MAWU. Mais l'idée d'aller retrouver la direction les effrayait toujours. (...) Avant qu'ils viennent poser

leurs problèmes, celle-ci commença par en licencier quelques-uns.

Ce fut notamment le cas en juillet dernier où plusieurs ouvriers furent renvoyés. Les gars pensaient que tout cela était injuste et ils demandèrent une entrevue avec la direction. Comme d'habitude, celle-ci n'était pas prête à discuter et elle licencia à nouveau deux ouvriers, les accusant d'organiser des troubles et de préparer une grève.

Le lendemain, les ouvriers retournèrent au boulot comme d'habitude. Mais en arrivant ils furent arrêtés à la porte par les vigiles qui demandèrent à quinze ouvriers de retourner chez eux parce qu'ils étaient « fauteurs de trouble ».

Les travailleurs déclarèrent qu'ils ne travailleraient pas tant que les autres ne seraient pas de retour. Ils demandèrent une rencontre à la direction qui refusa une nouvelle fois et appela la

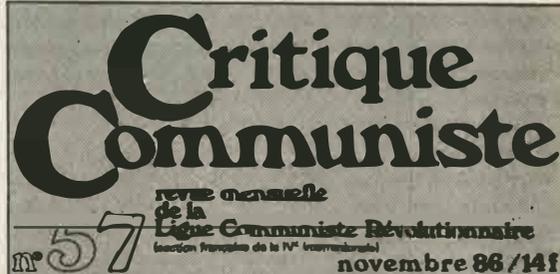
police. Celle-ci opérera cent dix-huit arrestations.

Tous, hommes et femmes, passèrent la nuit dans une même cellule. Le lendemain, ils furent relâchés sans être inculpés. Les patrons de Carbone sont têtus. Ils ne veulent pas réintégrer les ouvriers. Ils ne veulent reprendre que 50 des 175 licenciés. Mais les travailleurs refusent d'être triés pour être réembauchés.

Le MAWU a porté le conflit devant le tribunal du travail. Il veut que tous retrouvent leur emploi. Le soutien s'est développé au sein de la communauté locale et dans la métallurgie, notamment la Fédération internationale de la métallurgie. Toute la solidarité possible est nécessaire, surtout de la part des ouvriers du reste du monde. C'est urgent !

Transmettez votre solidarité à : MAWU, PO Box 9451, Johannesburg 2000. Afrique du Sud.

VIENT DE PARAITRE



Le peuple kanak face à l'offensive colonialiste

CODE DE LA NATIONALITE : LA DEUXIEME FRONTIERE

Convergences socialistes : Une interview de D. Paganelli
Quelle trajectoire ?

L'image du PCF : sur un sondage IFOP-Humanité-dimanche

A propos de la maîtrise de l'énergie : Les Servitudes de la puissance

DE BIEN CURIEUX DEMOCRATES

La révolution nicaraguayenne est aujourd'hui l'objet d'une véritable campagne internationale de calomnies. Ses auteurs ? Des hommes et des officines à qui l'on ne donnerait pas le Bon Dieu sans confession.

A l'initiative d'un certain nombre d'organisations, dont la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) et la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne), le Centre européen de la jeunesse¹ organisait début octobre un symposium sur le Nicaragua.

**Le but poursuivi :
discréditer
l'action d'un peuple en
défense de sa révolution.**

Lors de l'ouverture de la manifestation, les participants eurent la surprise de voir débarquer, outre la délégation nicaraguayenne in-

caine, ont pignon sur rue et se croient absolument tout permis.

L'internationale conservatrice

L'affaire commence par un scandale en février dernier, en Espagne. La télévision espagnole (TVE) et la radio nationale accusent plusieurs journaux (*ABC, Alcazar, Diario 16*) d'entre-

comme organisation civile, en tissant des relations avec tous les partis et groupes démocratiques », d'« élaborer des programmes d'action politique spécifiques pour chaque pays d'Europe occidentale, y compris des programmes spéciaux pour la Communauté économique européenne en tant que telle et certains organismes internationaux qui ont leur siège à Genève ». Plusieurs personnalités doivent signer des articles sur les thèmes habituels (totalitarisme, censure de la presse, droits de l'homme), avec l'appui actif des journaux cités plus haut.

Des antennes de la contra

Rien ne sera négligé pour influencer l'opinion publique en Europe et faire pression sur la politique des gouvernements européens, premier but de cette campagne comme le fait apparaître le mémorandum « confidentiel » qui a filtré au moment de cette réunion. Ce document recommande de tisser des liens avec des « leaders d'opinion », hommes politiques, écrivains, intellectuels et journalistes, mais aussi des chefs d'entreprise. « En ce sens, il est fondamental de diffuser en permanence des nouvelles qui vont "chauffer" l'opinion publique, sans qu'à aucun moment on puisse penser qu'il existe une campagne orchestrée. » De la même manière, cette activité doit rencontrer un écho dans les médias latino-américains par l'intermédiaire de la Fédération ibéro-américaine des journalistes et donner l'impression qu'elle est le « produit d'une attitude spontanée et indépendante. »

Ce dispositif, qui bénéficie d'un généreux financement octroyé par la CIA, poursuit un autre objectif : relayer et appuyer la mise en place, dans les principales villes d'Europe, de « comités pour un Nicara-

gua libre », véritables antennes de la contra.

Et ces messieurs ne se gênent d'ailleurs plus pour le reconnaître. Ainsi, Robelo, l'un des trois dirigeants de la UNO, admet en mai dans une interview au journal espagnol *El País*, que la CIA avait financé l'ouverture d'un bureau de la contra à Madrid avec l'autorisation du gouvernement espagnol. Washington entérinera les faits au même moment.

Ce mystérieux monsieur Sager

Madrid, Paris et Bonn semblent être les cibles privilégiées de la contra, si l'on en croit la répartition prévue par les fonds : cent mille dollars par mois, la moitié pour l'Espagne, l'autre à partager entre la France et la RFA.

C'est pourtant en Suisse que l'affaire marche le plus rapidement. Sans doute, par l'importance donnée à Genève, les organisations internationales y siégeant devant faire l'objet de leur lobbying intensif (le mémorandum de Madrid précise que le local sera situé à mi-chemin des sièges du GATT et des Nations unies).

Mais précisons également que nombre de portes leur ont été ouvertes, notamment par Peter Sager, député du Parti populaire suisse, un des partis conservateurs formant le Conseil fédéral. L'individu en question a derrière lui un lourd passé d'activisme anticommuniste depuis les années cinquante. Il dirige l'Institut des pays de l'Est, qui entretient des liens avec des organisations d'extrême droite aux Etats-Unis, en particulier la puissante Heritage Foundation. Depuis 1984, Sager s'est rendu à trois reprises au Nicaragua : une première fois pour apporter du matériel à la contra ; puis pour rencontrer des représentants de la Coordination démocratique (principal parti de droite), du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), de la centrale syndicale d'opposition CUS (à qui il remet cinq mille dollars) et de la hiérarchie catholique. Enfin, en avril 1986, il prend la tête d'une délégation parlementaire suisse, véritable éventail de conservateurs, pour rencontrer de nouveau Alvin Guthrie, dirigeant de la CUS. La délégation en profite pour faire auparavant un petit crochet par Miami, lui permettant ainsi de rencontrer les dirigeants de la contra qui s'y trouvent.

De retour en Suisse, les voyageurs organisent une

conférence de presse, parlant de « dictature totalitaire » à propos du Nicaragua, demandant la fin de l'aide du gouvernement suisse au pays et lançant le début d'une campagne de calomnies contre le travail des coopérants.

A propos de la mort de Maurice Demierre en février, puis de Ivan Leyvraz en août, tous deux assassinés par la contra, ils font circuler au parlement suisse, des documents bidons censés démontrer l'implication des projets de coopération suisse dans la défense sandiniste.

Au Costa-Rica, le représentant de l'UNO, Pedro Chamorro Barrios, fait une tentative analogue, relayant en cela une campagne active de la radio de la contra, *Radio 15 septembre*. Deux représentants de la CIA font même une tournée « d'information » en Suisse, munis de photos truquées. Tout cela dans l'objectif d'influencer le débat parlementaire, qui doit avoir lieu le 25 septembre, sur l'aide de la Suisse au Nicaragua. L'UNO semble compter sur une remise en question de cette aide, si mince soit-elle, pour agir dans le même sens auprès des autres gouvernements européens...

Photos truquées

Il existe aujourd'hui une officine de l'UNO à Genève, rue de Lausanne, qui dispose d'un budget de 6 300 dollars par mois, sans compter le salaire du directeur, Jaime Pasquier, un des participants de la réunion de Madrid, qui coordonne les activités de la contra en Suisse et en Belgique. A Zurich, une « Association Nicaragua démocratique » (VDN-Zürich), programmée dans le mémorandum de Madrid, a été fondée par le même Peter Sager et a également tenu une conférence de presse, le 12 mai. Elle sera dirigée entre autres par Jaime Pasquier, encore lui, et par l'industriel Alexandre Eugster. Ce dernier avait déjà prêté son nom en février à une « Association des amis de la démocratie au Nicaragua ». Cette entité avait été créée sur les conseils de l'avocat de l'UNO pour éviter d'éventuels problèmes avec le gouvernement suisse qu'aurait pu poser une présence trop peu discrète du représentant de l'UNO.

Avec ses deux antennes suisses, la contra dispose donc d'une base de départ pour tenter une percée dans d'autres pays d'Europe.

Sophie Joanny



tialement prévue, un individu, de même nationalité qui exigeait de s'exprimer. Le quidam était appuyé dans sa démarche par une avalanche de coups de téléphone émanant du consulat américain. Il s'agissait en fait d'un représentant de la contra !

L'assistance, refusant ce coup de force, renvoya l'individu sans qu'une seule voix ne s'élève contre cette décision. Loin de le dissuader de poursuivre son travail, celui-ci resta à Strasbourg pendant toute la durée du symposium, occupant son temps à filer consciencieusement la délégation nicaraguayenne.

Depuis que la contra a décidé d'installer une dizaine de bureaux d'information en Europe, ses représentants, appuyés par ceux de l'administration améri-

tenir des liens avec la CIA. De fil en aiguille, éclate au grand jour une vaste offensive de la contra à destination de l'Europe.

Les 10 et 11 février 1986, Alfonso Robelo, Adolfo Calero et Arturo Cruz, dirigeants de l'Union nationale d'opposition (UNO, façade politique de la contra), président à Madrid une réunion secrète chargée de donner « la définition des stratégies dans certains pays européens ». Y participent également une palette de politiciens conservateurs de différents pays d'Europe. Des gens que l'on ne va pas tarder à retrouver.

Tout ce beau monde doit s'atteler à l'exécution d'un plan ambitieux de propagande et de relations publiques pour la contra en Europe. Il s'agit de « promouvoir l'image de l'UNO

1. Institution du Conseil de l'Europe.



□ Entre 1983 et 1985, on parlait de reprise économique. A l'appui de leurs affirmations, les tenants du libéralisme pouvaient même faire état d'une hausse généralisée de la production industrielle, stimulée notamment par le déficit colossal des finances publiques américaines. En direction de la citadelle impérialiste, la politique des hauts taux d'intérêt pratiqués sur le billet vert permit d'attirer une masse de capitaux flottants. La surévaluation du dollar en regard des autres monnaies favorisa en outre une véritable expansion des importations vers le marché américain, en provenance des autres pays capitalistes développés, voire de certains pays semi-industrialisés.

Mais cette « reprise » n'aura duré qu'un temps, aucune des grandes contradictions dont souffre le système n'ayant été surmontée. La restructuration internationale du procès de production, quelles que soient d'ores et déjà ses effrayantes conséquences sociales, ne fait que commencer. Le marché mondial stagne tandis que les taux de profit ne connaissent pas l'élévation radicale souhaitée par les possédants pour sortir de la crise. Aussi, l'amélioration conjoncturelle des dernières années n'a pu endiguer la chute des investissements productifs. Le chômage a continué à progresser inexorablement. Caractéristique du type de dépression dans laquelle nous vivons depuis plus de dix ans, l'endettement du tiers monde s'est accru dans des proportions gigantesques. Un phénomène qui touche également les métropoles occidentales, à commencer par les Etats-Unis qui sont aujourd'hui le pays le plus endetté. Enfin, les rapports de forces qui régissent les relations entre les requins du monde capitaliste continuent à se modifier, aux dépens de Washington.

C'est dans ce contexte que les premiers mois de l'année ont vu s'instaurer une mini-récession. Au cours du premier trimestre, la production industrielle a diminué dans l'ensemble des pays capitalistes développés. Cette

situation s'exprime le plus brutalement outre-Atlantique où, cet été, tous les clignotants se sont mis au rouge. Au point que le 1^{er} septembre, le magazine patronal *Business Week* indiquait : « *Le secteur industriel se trouve virtuellement en récession.* » Les chiffres parlent d'ailleurs d'eux-mêmes. Pendant les deux mois du second trimestre, la capacité de production industrielle n'était plus utilisée qu'à 78 %. Les ventes d'automobiles avaient reculé, passant d'un niveau annuel de 8,2 millions d'unités à celui de 7,4 millions. Et, en juillet, on constatait la diminution de 1,8 % de la construction de nouveaux logements.

Les conséquences n'ont pas tardé à se faire sentir. Ainsi les experts de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), organisme qui regroupe les pays occidentaux les plus riches, s'attendaient à une véritable récession internationale, cette année ou la suivante. Conséquence inévitable de cette nouvelle donne, la concurrence s'exacerbe, plus brutale que jamais, entre les différents pôles du monde capitaliste. La raison en est simple : la stagnation du marché mondial.

Selon les éléments fournis par le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), le commerce international n'a progressé que de 3 % l'an passé, c'est-à-dire moins que la production industrielle. En dollars constants, il s'est même situé en deçà du niveau atteint lors de la précédente récession. Dès lors, les gains des uns correspondent presque automatiquement aux pertes des autres. Et ces pertes, consécutives à la récession, amplifient le recul des échanges. Ce qui, en retour, généralise les tendances à la récession.

Voilà pourquoi l'accord intervenu, le 20 septembre dernier, à Punta del Este, en Uruguay, entre les Etats membres du GATT est révélateur. Car il débouche sur une négociation à rebondissements, que notre camarade Nicolas Maheu analyse dans ce dossier.

Raphaël Duffleaux

Guerre chez les requins

Les dernières négociations commerciales sous l'égide du GATT en témoignent : le contexte économique favorise l'exacerbation de la concurrence. Mais les victimes sont toujours les travailleurs.



Ce qui effraie le gouvernement français, c'est le démantèlement du système de subventions.

Les conséquences de l'accord réalisé à Punta del Este n'apparaîtront que dans le moyen terme. Mais elles risquent d'être désastreuses pour les agriculteurs français et pour les pays du tiers monde.

Le négociateur spécial américain, Clayton Yeutter, avait comme but avoué de faire céder la CEE sur la politique agricole commune, en réclamant la fin des subventions. L'économie française est la première visée

puisqu'elle est le premier producteur et exportateur agricole européen. De ce fait, la délégation française était composée de Michel Noir, ministre du Commerce extérieur et de François Guillaume, ministre de l'agriculture et ancien président de la FNSEA (Fédération des syndicats d'exploitants agricoles).

Malgré les déclarations apaisantes des négociateurs français, il semble bien que les Etats-Unis aient remporté la victoire. On assistera donc à un démantèle-



L'idée de base est toujours la même en cette période de libéralisme : « Laisser faire la concurrence internationale. »

ment progressif des subventions accordées à l'agriculture française.

La lutte pour les marchés bat son plein et la guerre des prix fait rage.

Le Monde du 21 septembre 1986 titrait : « Les Etats-Unis ont atteint leurs objectifs dans le

domaine de l'agriculture et des services. ». Ce point de vue est corroboré par *The Economist* de Londres qui écrit, dans son numéro du 27 septembre 1986 : « Officiellement, les objectifs fondamentaux et les mécanismes de la politique agricole commune européenne sont sacro-saints mais en privé les "eurocrates" [les fonctionnaires européens] ne pensent pas que la PAC survivra telle quelle à la conférence de Punta del Este. »

C'est une future négociation qui s'amorce à l'intérieur de la

CEE, opposant la France aux autres pays. Ce qui effraie surtout le gouvernement français, ce sont les conséquences sociales du démantèlement du système de subventions. Celui-ci signifie à coup sûr l'augmentation des faillites dans l'agriculture, déjà menacée par la montée de l'endettement.

L'exacerbation de la concurrence est provoquée par le résultat paradoxal des bonnes récoltes, en particulier dans le domaine des céréales. C'est la démonstration pratique de l'absurdité du capitalisme : une grande partie du monde meurt de faim et les bonnes récoltes provoquent la pauvreté des agriculteurs des pays capitalistes développés !

Lexique

Le GATT (General agreement on tariffs and trade) : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Cet accord a été signé en 1948 et regroupe aujourd'hui quatre-vingt-douze pays.

Son but officiel : réaliser le libre échange en abaissant les barrières protectionnistes (droits de douane, contingentement...). Il organise surtout les échanges entre les pays capitalistes développés.

Les rounds. Dans le cadre du GATT, des négociations « globales » ont lieu. Ce sont les « rounds », qui opposent surtout les Etats-Unis, la CEE et le Japon.

En octobre 1984 débuta à Genève le « Kennedy round », qui avait pour but d'abaisser les droits de douane. Il se termina en mai 1967.

Puis vint le « Tokyo round » (septembre 1973 à avril 1979)

où l'accusée est déjà la politique agricole.

Le « new round » qui s'ouvrira début décembre portera sur la « libéralisation des services ».

La CEE (Communauté économique européenne) se constitue en 1958 par la signature des accords dits du Marché commun, et montre la volonté de réaliser un grand marché européen unifié, supposant l'union douanière et la politique économique commune.

Malgré les effets destructeurs de la crise, qui provoquent le « chacun pour soi », le Marché commun n'a pas éclaté, preuve qu'il est nécessaire à l'accumulation capitaliste. Mais le talon d'Achille demeure : l'Europe industrielle n'a pas connu de progrès significatifs. Chaque firme pratique des accords avec

les firmes japonaises ou américaines.

La PAC (politique agricole commune) permet de subventionner l'agriculture européenne par le biais des « restitutions » provenant du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole). Par exemple, en mai-juin 1985, la subvention vers les pays tiers a été augmentée de 20 ecus par tonne. Elle a été portée à 36 ecus en août. Au total, pour les céréales, la subvention a été de 2,4 milliards d'ecus en 1984-1985, et autour de 3 milliards en 1985-1986. (Informations extraites d'un article de Philippe Lemaître paru dans *le Monde* du 20 août 1985.)

Ecu (European Currency Unit). C'est l'unité de compte européenne créée en mars 1979. Elle représente l'innova-

tion majeure du Système monétaire européen (SME). Elle est constituée d'un « panier » des monnaies européennes (sauf la livre sterling pour l'instant). Elle n'a pas de réalité mais sert de monnaie de compte. Elle est utilisée pour les emprunts internationaux parce qu'elle permet de limiter les risques.

1 ecu égale environ 6,80 francs.

Le COMECON (Conseil économique d'assistance mutuelle, en « français », le CAEM) a été créé à Moscou en 1949 pour répondre à la création de l'OECE (Organisation européenne de coopération économique dont le but était de répartir entre les pays européens le plan Marshall). C'est un organisme qui réunit tous les pays d'Europe de l'Est, à l'exception de l'Albanie depuis 1961. Par contre, la Yougoslavie a le titre d'observateur.

C'est une future négociation qui s'amorce à l'intérieur de la CEE, opposant la France aux autres pays.

Le monde entier, y compris l'URSS, traditionnellement le plus grand acheteur des céréales, sur le marché mondial a connu deux années de récoltes records, en 1984 et 1985. Résultat : la surproduction qui se traduit par la baisse des cours et l'appauvrissement des paysans.

Aux Etats-Unis, des centaines de fermiers ont fait faillite l'an dernier et le prix de la terre dans le Midwest a baissé de 43 %. Ces fermiers étaient endettés pour un total de deux cents milliards de dollars (soit l'endettement cu-

mulé du Brésil et de l'Argentine). La surproduction et la baisse des cours qu'elle entraîne les ont mis dans l'incapacité de rembourser et le Farm Credit System (le crédit agricole américain), dont 80 % des prêts sont dirigés vers les fermiers, était menacé de faillite. C'est l'Etat américain (ah, le libéralisme !) qui l'a renfloué pour éviter sa disparition.

Pour sauver une partie de son agriculture, qui ne représente que 3,3 % de la population active, l'Etat fédéral a aidé les fermiers en débloquant trente mil-

L'intérêt à court terme des Etats-Unis suppose donc la transformation de la politique agricole commune.

liards de dollars. Il s'agit d'aides et non de subventions, mais la nuance n'est perceptible que pour les Américains et c'est évidemment la même chose.

La lutte pour les marchés bat son plein et la guerre des prix fait rage. Il faut vendre à tout prix parce que le stockage coûte cher et ne peut pas durer indéfiniment. Cette situation explique l'exacerbation de la concurrence entre la CEE et les Etats-Unis. L'URSS d'ailleurs en profite pleinement et se paie le luxe de choisir son vendeur : elle a traité récemment avec le Canada plutôt qu'avec les Etats-Unis malgré un prix supérieur. Elle tient là une arme importante, de même que la Chine et pour les mêmes raisons.

L'intérêt des Etats-Unis à court terme suppose donc la transformation de la PAC. Position que soutient l'Angleterre qui n'a quasiment plus d'agriculture et qui se fournit dans ses



En toile de fond des dernières négociations du GATT, une récession conduisant à une guerre entre capitalistes.

anciennes colonies. Les conséquences seront importantes pour l'agriculture française : l'accélération du remboursement accompagnée de l'exode rural et du chômage qu'elle provoque et les restructurations profiteront aux trusts agro-alimentaires. La fonction de F. Guillaume apparaît nettement : anesthésier les réactions des paysans français. D'autant que la forme de la prise de décision à l'intérieur de la CEE va changer : la règle de l'unanimité (qui donnait un droit de veto à chaque pays) va être abolie pour certaines décisions et remplacée par celle de la majorité simple. La ratification de cette décision devrait intervenir à l'Assemblée nationale fin novembre. Les négociations sont loin d'être terminées et les réactions sociales en détermineront les avancées ou les reculs.

Les services, quant à eux, représentent à eux seuls une balance (qui synthétise pour un pays les relations avec l'extérieur) dont on parle peu et que

les comptables nationaux appellent « les invisibles » parce que l'entrée ou la sortie de devises s'effectue sans contreparties matérielles.

Les « invisibles » un vaste domaine à propos duquel les négociations s'ouvriront en décembre.

Ces « invisibles » regroupent en particulier les services bancaires, les assurances, tout ce qui ressort du domaine des communications, les logiciels ainsi que, dans un autre domaine, le tourisme. La négociation sur ce dossier s'ouvrira en décembre comme le voulaient les Américains. Elle entrera dans le cadre des NCM (négociations commerciales multilatérales). Elle portera principalement sur les communications, les logiciels et les nouveaux produits financiers des banques. L'enjeu est d'importance pour les capitalistes américains : conquérir les marchés du tiers monde et en premier lieu de l'Amérique latine et de l'Inde. On comprend pourquoi l'opposition aux Etats-Unis est venue du Brésil et de l'Inde, c'est l'avenir de ces pays qui se joue. Leur industrie risquent de s'écrouler si les capitalistes américains triomphent, car ces pays sont incapables de résister à la concurrence. L'idée de base est toujours la même en cette période de libéralisme : « Laissez faire la concurrence internationale », avec comme conséquence la déréglementation nationale, ce qui signifie la fin de l'aide de l'Etat à ces secteurs. Comme il n'en n'est pas question, la négociation porte aussi sur les nou-

velles règles d'intervention de l'Etat qui passe par la privatisation des services publics, notamment dans le domaine des télécommunications. C'est pourquoi elle devrait durer de nombreuses années.

Le problème pour les capitalistes français est de pouvoir résister à la concurrence du géant ATT dans le domaine des télécommunications. « A la Compagnie générale d'électricité, note Martine Royo dans le *Nouvel Economiste* du 25 septembre 1986, on admet avec franchise qu'une déréglementation brutale

discours doit être interprété dans un autre sens : les capitalistes ont désormais besoin (depuis quelques années) d'un marché européen unifié, et donc d'avancées dans la construction de l'Europe qui a tendance à stagner. Et ce d'autant plus que l'Europe industrielle est à la traîne : de Bennedetti (PDG d'Olivetti) prend une participation dans le capital d'ATT, et ATT possède une partie du capital d'Olivetti, tandis qu'il n'existe pas de firme européenne dans le domaine des télécommunications...

Et l'Europe de l'Est ?

Depuis la deuxième récession qui s'est traduite, en particulier, par la montée des taux d'intérêt, l'ensemble des pays de l'Est a eu tendance à se retirer du marché mondial capitaliste. Plusieurs de ces pays (l'URSS n'en faisant pas partie) s'étaient très endettés auprès des grandes banques internationales privées. La Pologne représente le cas extrême, puisqu'en 1982 ce pays était classé parmi les pays les plus endettés du monde. C'était le résultat de la politique d'industrialisation à outrance suivie par Gierek, à partir de 1971, pour favoriser la production de biens de consommation et éviter les explosions sociales. Le gouvernement polonais tablait sur une augmentation des exportations vers les pays capitalistes (le marché mondial) pour avoir les devises nécessaires au remboursement de la dette. Erreur sur toute la ligne. Il n'avait pas prévu la récession capitaliste de 1974 qui réduisit ces plans à néant.

Désormais, la priorité est donnée aux échanges dans le cadre du COMECOM, donc avec les autres pays d'Europe de l'Est (voir le lexique). Notamment, la balance commerciale de l'économie française avec ces pays est devenue déficitaire.

De plus, ils pratiquent le troc. Un exemple révélateur est donné dans la revue *l'Expansion* de juin 1986. Sous le titre « Les conquistadors du troc », on apprend que la multinationale américaine Dow Chemical a passé un accord de troc avec le gouvernement roumain. Des produits phytosanitaires sont vendus par la firme capitaliste contre des réfrigérateurs. Ceci permettant à la multinationale d'écouler ses stocks et de gagner des marchés dans cette partie du monde. Sinon, l'intérêt de cet échange n'est pas très évident pour la multinationale : elle est obligée de transformer les réfrigérateurs pour les rendre compatibles avec les normes du marché américain... Mais les capitalistes ont besoin de trouver des débouchés !

Paradoxalement, c'est le moment choisi par Gorbatchev pour demander l'adhésion de l'URSS au GATT et au FMI. Demande qu'il faut interpréter comme un gage de bonne volonté envers les Etats-Unis, mais qui ne reflète pas la progression des échanges avec les pays capitalistes développés. Au contraire, l'URSS s'éloigne du marché mondial capitaliste.

N. M.

La lutte pour les marchés bat son plein et la guerre des prix fait rage.



serait « catastrophique » pour la filiale CIT-Alcatel qui fabrique des centraux téléphoniques et du matériel de transmission. Le problème est partout le même en Europe. Siemens jouit d'une rente de situation auprès de la Bundespost (PTT allemands)... » Ce discours dissimule en fait la volonté des capitalistes français de restructurer pour être compétitifs, tout en souhaitant la poursuite de l'intervention de l'Etat. Ils en ont besoin.

Mais, dans le même temps, ce

L'existence même de la surproduction produit des réactions en chaîne conduisant chaque groupe de capitalistes à restructurer pour augmenter la productivité du travail et donc l'exploitation des travailleurs, et à gagner des parts du marché sur les autres capitalistes. Autrement dit, les négociations internationales seront durablement marquées par l'exacerbation de la concurrence. L'accord ne se fait que sur le dos de la classe ouvrière !

Nicolas Maheu

La science-fiction est sans doute la littérature la plus versatile qui soit. Là où le vent pousse, elle tourne ; là où le vent tourne, elle pousse. Sauf exception, son imaginaire a toujours été adossé aux fluctuations politico-culturelles du moment.

Il y a les avant-gardistes et les traîne-savates, les écrivains et les écrivains, les « fachos » et les autres... Le tout étant, comme il se doit en bonne dialectique, inégal et combiné pour ne pas dire contradictoire et enchevêtré. S'agissant des Etats-Unis, on observe un double mouvement passablement paradoxal, héritier d'anciennes traditions.

Les godillots de l'apocalypse...

Aux USA, la crainte de la guerre nucléaire qu'exprimait la science-fiction des années cinquante s'est transformée depuis quelques années en un quasi-« désir » d'apoca-

même les livres les plus futiles tendaient à présenter la guerre avec une certaine dose d'horreur ou au moins de regret. Les ouvrages plus récents se complaisent à décrire la Terre ravagée, comme un terrain de jeu où s'ébattent leurs héros brutaux, en tous points semblables aux bandits qu'ils combattent¹. Au cinéma, cela a produit des choses comme la série des *Mad Max*.

En « littérature » sont nées des séries, « Horse-clans » (Les clans du cheval), « Ashes » (Cendres), « Survivalist » (avec une connotation religieuse intégriste), « Doomsday Warrior » (Guerrier de l'apocalypse) où l'on voit de preux héros reconstruire une Amérique débarrassée de



Un montreur de marionnettes dont les créatures sont gagnées par la mort : c'est « la Ville au fond de l'œil ».

ques. Tous ces mensonges dont il faut se défaire pour parvenir à un semblant de vérité, y compris les mensonges de sa propre mē-

langage ou demeurer muets ! », disait Jim Ballard, le pape de la SF anglaise des années soixante-dix.

Décret contestable, et

trompe-l'œil de la télématique, Francis Berthelot donne avec *la Ville au fond de l'œil*³ un roman à la première personne. A

TERRITOIRES D'AILLEURS

Cybernétique, télématique, informatique..., des œuvres à nous faire gober un annuaire du SICOB.



lypse, sous l'influence convergente du reaganisme et du renouveau du fondamentalisme chrétien. Paul Brian, de l'université de Washington, écrit : « Il y a encore cinq ou six ans,

ses communistes présumés, nègres réels et déviants fantasmés. Ces séries, non (encore ?) traduites en France, connaissent un succès gigantesque.

Aussi est-il satisfaisant de voir un Kim Stanley Robinson (né en 1952, il est l'une des valeurs montantes de la science-fiction US) dénoncer dans *le Rivage oublié*² l'hypocrisie et les faux-semblants de l'américanisme pur et dur. Son roman est bien un post-atomique : dans un pays bouleversé et en proie aux chimères du « yanquisme » authentique, un jeune homme fait l'apprentissage d'une histoire et d'une géographie tronquées, manipulées. Un critique français lui demandait où se situaient ses opinions politiques : « Elles sont tellement plus à gauche que la moyenne américaine que c'en est risible... » Il prit d'ailleurs position contre la guerre des contras et de la CIA au Nicaragua.

Quant à son second roman, un opéra de l'espace de la meilleure veine, *les Menhirs de glace*³, c'est une spéculation alambiquée sur le vrai et le faux, les manipulations gouvernementales, le secret des bureaucraties et des polices politi-

moire et de sa propre conscience.

Le thème de la manipulation est encore le sujet de *la Guerre en douce*⁴ de Fred Pohl. Un auteur classique hanté par les jeux truqués, les dés pipés et les cartes biseautées. Avec une verve qui vient du plus profond bonheur d'écrire, il joue avec les mille et un moyens dont disposeraient de vilains Américains s'ils voulaient mener dans le monde des guerres innommées et innombrables. C'est très drôle...

... et les marquis de la télématique

Cybernétique, télématique, informatique... tel le crocodile de *Peter Pan*, le préposé à la célébration du « monde moderne » s'avance en faisant tique... tique... tique... Le malheureux saurien avait avalé un réveille-matin, le préposé nous fait gober un annuaire du SICOB. Les auteurs de science-fiction qui s'adonnent aux bonheurs de la galaxie télématique ne sont qu'à moitié dupes. « La technologie prolifère autour de nous, au point de nous dicter notre langage. Nous avons le choix : utiliser ce

contesté. La saga de l'âge télématique vient d'être écrite par William Gibson en deux romans, *Neuromancien*⁴ et *Comte Zéro*⁴. Si la notion globale d'intelligence cybernétique a donné à la science-fiction des titres définitifs (*Simulation III* de Galouye, *la Grande Machine* de Leiber), annonçant les vastes territoires du truquage d'un Dick, l'éventail des « nouvelles technologies » ne paraît pas être une instance de fiction particulièrement solide. De même que nous ne les prenons pas pour le cadre d'une nouvelle rationalité ou d'une nouvelle culture. L'univers de Gibson est un monde hyper-technologique. Il n'est pas inintéressant, ni dans l'invention, ni dans l'effort d'adaptation de l'écriture à cet environnement. Mais il faut mettre du sien pour deviner l'épaisseur romanesque sous le bazar branché-câblé. Comme si la fiction calait devant l'étalage de gadgets sans utilité. Ce qui intéresse le plus, c'est justement le dérèglement apporté à cet univers par ce qui provient du polar, de l'espionnage, de l'aventure, de... la science-fiction.

Loin des apocalypses nucléaires et des façades en

mi-chemin peut-être de Sturgeon pour la science-fiction et de Lautréamont, un peu, pour cet exercice d'écriture qui est en même temps un exercice pour se perdre soi et se retrouver transformé. Voyage intérieur, lent enfouissement dans ce qu'il y a de plus intime, de plus névralgique, de plus écorché dans l'écriture.

L'exil du saltimbanque

La science-fiction propose à Berthelot ses mots, ses sons, ses images, ses propriétés physiques d'être complexe dans le temps et dans l'espace. Un montreur de marionnettes dont les créatures sont gagnées par la mort s'exile dans une étrange contrée. Elle est le territoire mouvant des hallucinations, de la flexibilité des désirs, du désordre d'être dans le monde, des blessures et des cicatrices de chacun. « Psycho-fiction », disent certains. Pourquoi ? Ecrire, tout simplement.

Piotr Gurmmandisch

1. *Le Monde diplomatique*, juin 1986.
2. J'ai lu.
3. Denoël. Présence du futur.
4. La Découverte, Fictions.

L'HOMME SACCAGÉ

Un retour sur l'esclavagisme

Les historiens français de l'Antiquité considèrent avec Pierre Vidal-Naquet que les esclaves ne formaient pas une classe sociale. Peut-être avons-nous là le dernier avatar permettant de continuer à rêver tranquillement de l'Athènes démocratique et de la Sparte sévère et mystérieuse.

Mais leur erreur est d'avoir posé d'emblée la question « les esclaves forment-ils une classe ? », et de s'être perdus dans les différences de statuts sociologiques et juridiques, alors que la démarche fructueuse, et non dogmatique, consiste à s'interroger d'abord sur les mécanismes sociaux au cœur de la société, à l'origine de sa richesse et de son fonctionnement.

C'est la démarche de Claude Meillassoux qui prend l'exemple des sociétés africaines du Sahel-Soudan, et qui rejoint certains historiens anglais, malheureusement non traduits en français, comme G. E. M. de Sainte-Croix (*The Class Struggle in the Ancient Greek World*).

Claude Meillassoux part

de l'analyse de sociétés très primitives, sans classes, qu'il appelle « sociétés domestiques », dans lesquelles toute diminution des ressources pose le problème du renouvellement des générations, ce qui explique l'importance des structures de parenté.

L'esclavage se développe dans ces sociétés comme antithèse de la parenté : l'esclave est l'étranger par excellence, l'étranger absolu. Cette forme d'exploitation apparaît dès le VII^e siècle en Afrique, donnant naissance à de puissants Etats dont la raison d'exister est l'organisation de guerres ou de razzias de populations pour se ravitailler en esclaves. Une société esclavagiste n'existe que dans son rapport avec une autre société où elle peut se pourvoir en esclaves. Car fondamentalement, les esclaves ne se reproduisent pas biologiquement. Leur taux d'exploitation ne leur permet pas d'entretenir une famille.

Il en était de même dans l'Antiquité grecque ou romaine, pour des dizaines de milliers d'esclaves qui vi-

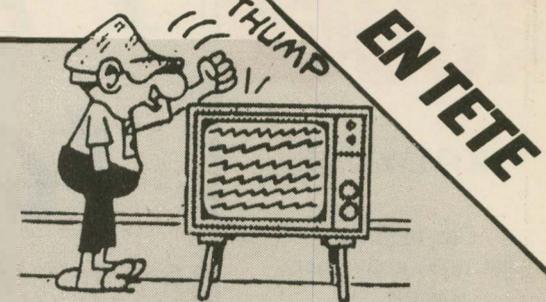
vaient quelques années dans les champs, les « latifundias » ou dans les mines, avant de mourir dans ce qui devait ressembler à d'immenses camps de concentration nazis.

Le tarissement des sources d'esclaves, par l'incorporation des peuples soumis à la suite des conquêtes territoriales, explique l'apparition d'une nouvelle forme d'exploitation : le servage. Le serf, à la différence de l'esclave, vit en ménage et doit se reproduire.

Engels expliquait, de manière très provocatrice, que l'esclavage représentait un progrès dans l'histoire de l'humanité (avant on mangeait les prisonniers, rappelait-il), mais Claude Meillassoux est plein d'émotion quand il rappelle ce que fut ce « saccage de l'homme ». Nous lisons son livre avec le même sentiment.

Philippe Andréa

Claude Meillassoux, *Anthropologie de l'esclavage*, PUF, 375 pages, 135 francs.



☆ **Samedi 22 h 10 (TF1)** « Droit de réponse » : les nouveaux muscadins (du nom donné après Thermidor aux élégants royalistes...). Vu le programme, il y aura sûrement Ardisson, notre lauréat des récentes « broches à reluire d'or » ; mais sur qui va-t-il bien pouvoir exercer ses talents ?...

☆ **Dimanche 22 h 30 (FR3)** *le Désert rouge* de M. Antonioni avec M. Vitti et R. Harris. Jamais metteur en scène n'aura mieux évoqué la réalité dure et coupante du monde industriel contemporain que Michelangelo Antonioni. Cinéaste tragique de notre environnement quotidien, il aura laissé les films les plus révélateurs de nos angoisses existentielles et nos aliénations modernes. Avec en prime, dans *le Désert rouge*, une utilisation étonnante de la couleur, que, comme Resnais dans *Muriel*, il utilisait pour la première fois. Le passage de ce chef-d'œuvre au « Cinéma de Minuit » est un événement à ne rater sous aucun prétexte.

☆ **Mardi 20 h 35 (A2)** *La Vie est un roman* d'Alain Resnais avec P. Arditi, V. Gassman, F. Ardant et S. Azema. La vie est une fable et Resnais nous entraîne à la recherche de l'harmonie dans une fable humaniste « à la manière de » Verne et Borges à la fois. Tout film de Resnais est une occasion de s'émerveiller en bousculant les fragiles barrières du rationnel. Laissez-vous mener en roman par le plus gigantesque réalisateur du cinéma français, car suivre Resnais en ses chemins, c'est goûter au philtre de jeunesse de retrouver le plaisir du conte.

☆ **Mercredi 22 h (TF1)** *Devine qui ne vient pas dîner !* Un document réalisé par A. Waksman à propos de la faim dans le monde, au moment même où des crapules soi-disant progressistes (Wolton et Glucksman) joignent leurs voix à celles des hyènes anti-tiers-mondistes du *Figaro magazine*, pour tenter de faire de l'arme alimentaire un chantage supplémentaire, vis-à-vis des pays du tiers monde écrasés par la dette internationale.

☆ **Jeudi 22 h 40 (FR3)** « Nous l'avons tant aimée la révolution » quatrième et dernier épisode : la démocratie ! Et voilà... trois petits tours et sur quoi on bute ? La démocratie. Dis m'sieur Cohn-Bendit, Reagan, Thatcher, Pasqua, Waldheim et les quarante années de pouvoir sans partage de la démocratie chrétienne italienne, c'est ça la démocratie ?... Bah, dis donc, tonton Dany, ça a l'air vachement chouette la démocratie...

☆ **Vendredi 23 h (A2)** *la Forêt interdite* de Nicholas Ray avec B. Ives et C. Plummer. Le plus beau film de Ray est une superbe aventure écologique ayant pour cadre les Everglades de Floride au début du siècle. La mode féminine faisant alors grande utilisation de plumes multicolores d'oiseaux vivants dans ces marais reculés, des bandes de contrebandiers y prolifèrent pour alimenter les modistes des grandes villes. Survient alors un professeur d'histoire naturelle qui veut arrêter le massacre. Un film admirable ! Décidément, quelle semaine !

Michel Laszlo



LIVRES

□ **LE CHAT, de Philippe Geluck.** Pour emmerder son mari, la femme du directeur de chez Citroën a appelé son fils Renaud ! C'est en découvrant ce genre de sentences poilantes que j'ai appris à connaître Philippe Geluck (pro-

noncez Gueuluck... c'est un Bruxellois !). Si toutes les histoires belges étaient un quart aussi drôles que les aventures narcissiques de son chat sentencieux, on entendrait beaucoup moins d'histoires belges... Geluck publie donc son premier recueil de dessins et Pèrec et Queneau ne sont plus là pour en signer la préface !...

Ce qui permet de gagner deux pages de dessins tordants et de bulles tordues, du style : la spéléologie, c'est l'alpinisme de ceux qui ont le vertige. Monsieur et madame Bricot ont appelé leur fils Judas. Le mot « long » est plus court que le mot « court »... c'est dingue, non ? Mon fils est déjà plus malin que moi... c'est vous dire s'il est con ! Chaque année 2 500 000 personnes meurent noyées dans le Rhin... Alors, de deux choses l'une ! Ou bien il faut placer des barrières de sécurité le long du fleuve... ou alors je vérifie mon information ! *Le Chat*, éditions Casterman, 95 francs.

CINEMA

□ **CINEMA CHINOIS.** Jusqu'au 25 novembre se tient au cinéma Utopia (rue Champollion) un festival du film chinois qui précède la sortie de plusieurs films importants. Le festival propose trois modèles du cinéma « chevaleresque » (*L'Auberge du printemps, le Champion de Tianjin, le*

Long de la rivière Xiajiang) qu'il ne faut pas confondre avec les sous-produits du ciné-karaté. Ils sont présentés avec des films « littéraires », drames et mélodrames représentatifs de l'autre courant de ce cinéma. Le cinéma chinois reste assez mystérieux et, de plus, il bouge. Nous en sommes encore à la case départ. Autant ne pas la rater.

□ **PERVOLA de O. Seunke.** Deux frères, un financier crapuleux et passablement abject, un acteur fauché et éminemment sympathique. La mort du père. Une affaire pas nette d'héritage lui-même un peu compliqué. Et la neige, et le froid, et les déserts glacés pour les deux frangins embarqués dans un drôle de voyage, drôle de galère, avec un cercueil sur les bras. C'est une comédie. Glacée, il va sans dire, et sophistiquée, pas mal. Seunke, cinéaste hollandais, qui est allé faire son film dans le grand nord norvégien, est d'une invention constante. C'est absurde, cruel, malin. Et même, qui l'eût cru, chaleureux.

HISTOIRE BELGE

Vous connaissez les Fourons ? Cette petite enclave francophone au sein des Flandres où, chaque week-end, des groupes de flamingands, ultras et bornés, viennent faire une « promenade » au sein de cette commune francophone pour y « casser du wallon » ?

Et bien figurez-vous que cette querelle linguistique aux forts relents pugilistiques mobilise pas mal de télévisions du monde entier, dont la télévision zairoise, qui régale ses téléspectateurs du compte rendu hebdomadaire des luttes tribales de ce petit coin de l'ex-puissance coloniale !

Avouez que l'histoire offre, parfois, de savoureux retournements de situation...

M. L.

SOMMAIRE

Ces menteurs
qui nous gouvernent
pages 2, 3, 4.

C'est à dire
page 5

Le fusil à six coups
pages 6, 7

FEN
Un dimanche
pour quel lundi ?
page 8

Immigrés
Le code de la honte
page 9

Bobigny
Face à la normalisation
page 10

Force tonique de la vérité
page 11

Courts métrages
pages 12, 13

Indomptable Euskadi
pages 14, 15

Kanaky
Les baroudeurs à l'offensive
page 16

Philippines
Tensions à Manille
page 17

Les réseaux européens
de la contra (1)
De bien curieux démocrates
page 18

Guerre chez les requins
pages 19, 20, 21

Territoires d'ailleurs
page 22

Livraisons
page 23

Prête-moi ta plume

*A lire toutes affaires
cessantes*

En Mai 68, la jeunesse s'insurgeait massivement contre l'ordre bourgeois. Près de vingt ans plus tard, certains demeurent fidèles à la révolte de leur adolescence. D'autres se sont découragés ou se sont résignés. Mais comment ne pas avoir envie de vomir sur ceux qui se servent de leur engagement passé pour mieux se hisser « vers le pouvoir et l'argent » ?

Contre tous ces « maos-gauchos-contestos » devenus « néo-bourgeois », Guy Hocquenghem vient de publier un livre grinçant et vivifiant, sous forme de *Lettre à ceux qui sont passés du col mao au Rotary* : « Voyez, écrit-il, les ex-guerrilleros du quartier Latin, exiger la guerre préventive contre Kadhafti, les militants communistes devenus patrons de choc, les trublions entrés dans l'appareil d'Etat... Avec le reniement, au carré, au cube, vous avez édifié une pyramide d'abjurations sur laquelle vous vous êtes haussés vers le pouvoir et l'argent. »

Hocquenghem passe en revue ces têtes à claques. Serge July prédisait la « guerre civile » et voulait « pendre les bourgeois par les couilles ». Il est devenu un « bon gros directeur de "grand journal" », s'estimant déjà « plus puissant qu'un ministre ».

Bernard-Henri Lévy, « supposé ex-gauchiste (...) personnage de révolutionnaire d'opérette que tu t'es inventé rétrospectivement de toutes pièces comme faire-valoir de ton reniement ». Le nouveau philosophe « contacté sous Giscard pour rallier la droite s'est retrouvé socialo sous Mitterrand (...) Drogué aux médias, à la popularité, tu ne tiens qu'à l'applaudimètre. Tu n'hésites pas, de Paris, à soutenir les massacres de Sabra et Chatila, à souffler le feu sur le malheureux Nicaragua, en exigeant de Reagan une intervention accrue ».

Glucksman prédisait autrefois aux ouvriers français, depuis son confortable bureau du CNRS, « la guerre civile sans quartier ». Celui qui se rêvait en Lénine (!) est aujourd'hui « plus gaulliste que de Gaulle (...) plus atlantiste que Mallet et les socialos ». Devenu « émule de Rambo », il se perd en « fantas-

mes sur les écologistes payés par le KGB ». (...)

Au nom du réalisme, du « snobisme techniciste » et de la modernité, ces gens se font les propagandistes du conformisme, du renoncement aux rêves d'émancipation, du retour aux vieilles idées libérales positivistes et cyniques, de la mise à mort de l'utopie. Devenus admirateurs de Raymond Aron, ces petits messieurs se permettent de mépriser aujourd'hui un Jean-Paul Sartre, dont ils se sont servis comme marche-pied. (...)

Mais, comme le dit Hocquenghem, « ex-gauchistes, puis réalistes dogmatiques, votre temps est déjà passé. On va vous oublier ; le monde continuera sans vous. Vous allez bientôt mourir ; alors, trop tard vous regretterez d'avoir trahi, tout sacrifié, espoirs et rêves, au vain attrait d'une puissance éphémère ».

A. R. (Paris)

Bravo, mais...

Un grand bravo pour les efforts des rédacteurs. *Rouge* est un journal qu'on peut vendre : à Louviers, c'est de l'ordre de quatre par militant en moyenne. Et les lecteurs sont pour moitié des ouvriers ou des employés.

Une mention particulière à N. Jeanson et à M. Laszlo pour leur rubrique : du punch, du nerf, de la gaieté caustique. Il en faut plus encore, dans tout le journal. Les articles concrets du type : « Voilà comment on peut vaincre le chômage ou la nouvelle pauvreté » accrochent très bien, ainsi que les articles de formation (Mao, Fonseca...).

Parmi les points les plus sombres, il y a d'abord le courrier des

lecteurs. C'est bien, mais seulement si la rédaction s'efforce de répondre en quelques phrases aux problèmes soulevés (si c'est le cas). C'est ce qu'a fait A. Gwenn pour la lettre des élus de l'Ecole émancipée du Calvados. Mais c'est bien la première fois... J'étais ainsi effaré de ne pas trouver un petit mot sur la lettre du camarade du PCF de Toulouse qui s'interrogeait sur l'opportunité de rejoindre la LCR, il y a quelques semaines. Fort heureusement, le camarade Lesage a saisi l'occasion de dialoguer. Mais si cela n'avait pas été le cas ? Les lecteurs s'attendent tout de même bien à trouver le point de vue de la LCR dans *Rouge* !

Autre point sombre, dans la page centrale, les brèves (internationales) ne sont pas assez travaillées. Il ne s'agit pas seulement de livrer une

information brute (que de nombreux lecteurs auront déjà trouvée ailleurs). Il faut, là aussi, donner un point de vue, un angle d'attaque, parfois souligner en passant l'activité des sections de la IV^e Internationale. Bon courage !

P. V. (Louviers)

A propos de l'une des critiques de P. V., disons qu'il est parfois difficile de répondre de façon exhaustive aux lettres de nos lecteurs, dans le peu d'espace de cette rubrique. Pour l'essentiel, nos positions sont largement présentes dans le reste du journal et nous voulons que ce courrier soit d'abord un moyen de nous interpeller. Toutefois, il est vrai que nous devrions dialoguer plus systématiquement. Nous nous y efforcerons à l'avenir.



ABONNEMENT				Nom
1. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)				Prénom.....
3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F		Adresse.....
		France DOM-TOM	Etranger
2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste		450 F	500 F	Formule choisie
3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE		160 F		Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, ☎ 48 59 00 80
4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an		150 F	170 F	

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.